

● L'ETAT ESPAGNOL EN PROCES

Lire en page 12 le reportage de Frédéric FERRER

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MERCREDI 23 NOVEMBRE 1977 - N° 563

Commission paritaire N° 56 942 - Tél : 636.73.76. 1,70 F

Contre la capitulation

INTENSIFIER LA LUTTE EN PALESTINE OCCUPÉE

«Les représentants de la Résistance palestinienne ont décidé de renforcer la lutte du peuple palestinien sur tous les plans politiques diplomatique et militaire... La Résistance va développer ses actions en Palestine occupée» a annoncé le chef du Bureau d'information de l'OLP à Paris, Azzedine Kalak, dressant le bilan des décisions prises au cours de la réunion du Comité exécutif de l'OLP qui s'est tenue lundi.

Le Peuple palestinien a violemment manifesté contre Sadate, et a fait front tout le temps qu'a duré sa visite aux attaques sionistes contre le Sud Liban. Il prend aujourd'hui des mesures contre la négation de ses droits nationaux : Begin n'a fait aucune concession à Sadate : ce n'est pas la paix qu'il veut c'est la capitulation. C'est ce que refusent massivement les peuples arabes, c'est le chemin que refusent de prendre la majorité des gouvernements arabes. Et d'abord parce qu'une nouvelle fois le peuple palestinien a fermement pris en mains le fusil.

(lire page 2)

Opération «emploi-jeunes» : le CNPF pavoise

ASSEZ DE MENSONGES !

● 30 000 nouveaux inscrits à l'ANPE en octobre

● 1 chômeur sur 2 a moins de 25 ans



Depuis mardi matin les radios nous inondent des résultats présentés par les délégués à l'emploi du CNPF pour «la campagne des 300 000 emplois pour les jeunes avant la fin de l'année». A les entendre, l'objectif sera non seulement atteint mais dépassé !

En réalité, ces chiffres sont multipliés au moins par trois ! A peine le tiers sont des embauches, le reste des stages limités à quelques mois, et privant les jeunes de tout droit, d'un salaire décent. De plus, ces places sont souvent dégagées grâce aux licenciements d'intérimaires et de travailleurs sous contrat.

(lire page 4)

Meeting anti-impérialiste interdit à Paris

NOUVELLE ATTEINTE AUX LIBERTÉS DÉMOCRATIQUES

Le meeting de soutien aux luttes contre l'impérialisme français prévu pour mercredi soir à Paris a été interdit. Au cours de ce meeting devait notamment être dénoncée l'intervention militaire française de plus en plus importante contre le peuple sahraoui, comme l'un des moyens utilisés par l'impérialisme avec la coopération et la domination économique pour s'assujettir les peuples du Tiers-Monde. Ce n'est pas la première fois que Giscard interdit des démonstrations de solidarité avec le peuple sahraoui. C'était grave. En interdisant toute remise en cause de sa politique africaine, il vient de franchir un nouveau pas contre la simple liberté d'expression.

Mais en interdisant en outre un meeting en salle, il crée un grave précédent qui remet en cause les conditions dans lesquelles peut s'exercer le droit de réunion dans un lieu fermé.

Droit d'asile, droit d'expression, droit de réunion, en une semaine, ce sont en fait les droits les plus élémentaires de l'action politique qui sont ainsi remis en cause, et qu'il nous faut aujourd'hui défendre.

Tournée de Barre en Touraine

Le voyage de Barre en Touraine lundi, s'adresse particulièrement aux commerçants que le député-maire de Tours, Royer, avait réuni au nombre de six cents à l'Hôtel de ville ; Barre tenait l'impossible pari de se montrer ferme avec eux tout en essayant de ne pas les dissuader de voter à droite au mois de mars...

(lire page 7)

La direction a voulu saboter l'usine

Après l'évacuation des flics de l'usine Montefibre dimanche soir, les travailleurs sont rentrés lundi matin. Mais ils ont refusé de reprendre le travail : l'arrêt des colonnes de polymérisation s'est faite dans de telles conditions que les installations sont gravement endommagées. Les travailleurs accusent la direction d'avoir volontairement saboté l'usine.

(lire page 4)

Les cadres CGT prennent des options pour l'après 78

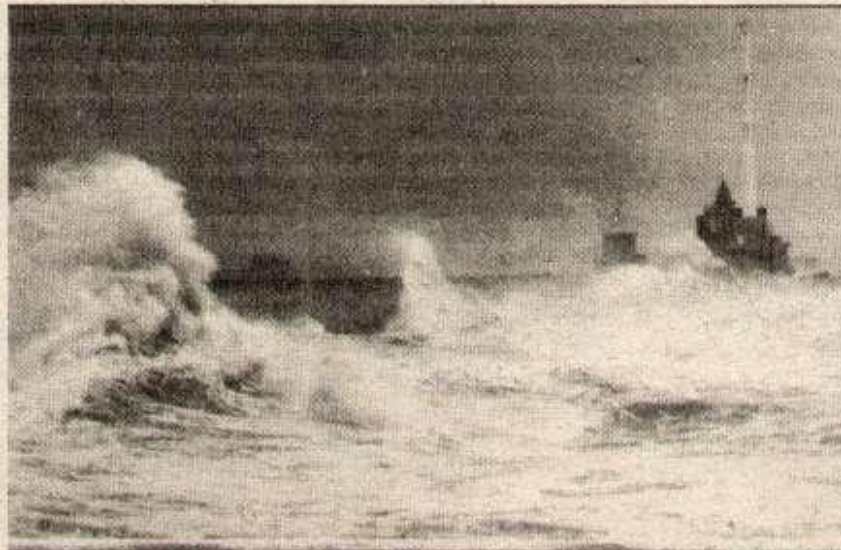
La CGC et l'UGICT (cadres CGT) se réunissent chacun de leur côté ce week-end. Point commun aux deux rassemblements : les ITC veulent plus de pouvoir ; pour la CGC dans le cadre du capitalisme actuel, pour l'UGICT dans le cadre de la «gestion démocratique» base du capitalisme d'état.

(lire page 6)

En baie de St-Brieuc 4 pêcheurs victimes de la tempête

Le Crossma (centre régional opérationnel de sauvetage et de secours en Manche) a annoncé le naufrage du chalutier «Sans pitié» au large de St Brieuc. Les quatre pêcheurs qui se trouvaient à bord n'ont pas été retrouvés.

Les quatre naufragés pêchaient la coquille Saint-Jacques, pêche très réglementée, autorisée un nombre limité de jours. Perdre un seul jour de pêche c'était pour ces pêcheurs limiter d'autant leurs faibles revenus.



(lire page 4)

INTERNATIONAL

Réactions dans le monde. Begin : pas de compensation

La visite de Sadate a été clôturée par une conférence de presse en commun avec Begin qui a tiré ainsi les enseignements de cette visite : « Nous avons fait tout notre possible pour rendre son séjour agréable et nous avons eu des discussions fécondes tant à la Knesset qu'en privé. Il ne s'agit pas de compensation (en échange des concessions faites par Sadate en se rendant en Israël), ce que voulait Sadate c'était entamer un dialogue sincère et sérieux pour la paix, pas seulement pour le compte de l'Égypte mais aussi pour celui des autres États avec lesquels nous sommes en conflit... C'est un grand succès moral pour notre peuple, pour les peuples du Proche-Orient et pour le monde entier ».

PAYS ARABES : UNE VISITE QUI SERT LES DESSEINS DES ENNEMIS DU MONDE ARABE

Ce succès moral israélien a entraîné de nouvelles réactions. Au sein du monde arabe d'abord où le président syrien a participé à la cérémonie religieuse de l'Aid el Adhah qui se déroulait pendant le voyage de Sadate ; au cours de celle-ci la visite a été qualifiée d'acte de trahison de la volonté des arabes. En Jordanie le gouvernement a publié un communiqué dans lequel il se dit surpris par la décision de Sadate et lance un appel à un effort pour que soit élaborée une nouvelle position arabe. En Tunisie le ministre des affaires étrangères a flétri le voyage en le qualifiant d'« illustration de la politique du fait accompli » et l'accuse de briser l'unité arabe « au moment où celui-ci a plus que jamais besoin de sa cohésion ». En Algérie le gouvernement affirme dans un communiqué « la lutte des peuples arabes contre Israël s'est toujours inscrite dans le cadre de la lutte globale pour la libération du Tiers Monde... Une telle démarche (le voyage de Sadate) qui intervient à un moment où l'ennemi poursuit avec arrogance et mépris sa politique du fait accompli tout en continuant de nier l'existence du peuple palestinien et de refuser de reconnaître son représentant légitime l'OLP ne peut qu'affaiblir le combat mené depuis trente ans par le monde arabe... ».

Cette initiative (...) ne peut que servir les desseins des ennemis du monde arabe ».

LE SOUTIEN DE HASSAN

Par contre Sadate a reçu le soutien de Hassan II qui lui a souhaité le succès pour le bien et l'intérêt de l'Égypte, des pays de la confrontation et de toute la nation arabe. Il a également reçu le soutien du Chah d'Iran.

ÉTATS-UNIS - URSS : POSITIONS OPPOSÉES

L'URSS a condamné la politique de Sadate essentiellement par voie de presse, en insistant notamment sur le rôle joué par les USA dans la préparation de cette rencontre. Les États-Unis de leur côté affirment que « tout ce que les deux hommes ont fait et dit mène à une solution globale au Proche Orient » en insistant sur le fait que Sadate « s'est exprimé au nom des intérêts arabes dans leur ensemble » c'est bien là le problème pour les USA qui craignent un clivage entre les pays arabes qui leur ferait perdre une partie du relatif contrôle qu'ils ont sur la situation. En revanche aucune position commune n'a pu être adoptée par les Neuf saisis d'une proposition de motion de soutien au président Sadate. La France s'y opposait.

FRANCE : ACCORD PS - GISCARD ; OPPOSITION PCF

Barre a défini ainsi la position du gouvernement : « Quel que soit le caractère symbolique des gestes, quelle que soit l'importance de l'événement, on n'aura de règlement durable et véritable au Proche Orient que si les problèmes de fond sont traités... ».

Mitterrand tout en se réjouissant de la rencontre déclarait de son côté : « Je crois qu'il n'est pas possible d'avancer dans cette partie du monde, sans que soient garantis le droit et les moyens d'Israël à l'existence. Je pense que rien ne sera possible si les droits nationaux des Palestiniens à disposer d'une terre ne sont pas un jour ou l'autre reconnus ». Le PCF attaque, lui, violemment le voyage : « Les exigences de M. Begin laissent-elles entrevoir une autre paix que celle de la servitude » écrit Moreau dans l'Humanité. Là n'est d'ailleurs pas le principal souci de son parti : avant même la visite, l'Humanité reproduisait largement les propos du parti sioniste pro-soviétique : selon lui, la visite de Sadate conduit à mettre l'URSS à l'écart du « processus de paix ».

BEGIN-SADATE : LES ORIGINES DE LA RENCONTRE

● Tous les grands moyens d'information ont été mobilisés pour tenir en haleine l'opinion vis-à-vis des péripéties de la rencontre Sadate-Begin. Aussi spectaculaire que puisse paraître l'initiative du président égyptien, qui n'a pas hésité à venir saluer une assemblée où trônent les chefs des groupes terroristes, responsables des massacres les plus odieux contre le peuple palestinien, ceci s'inscrit dans le cadre de toute la politique suivie depuis fin 73 par les dirigeants égyptiens, avec la rentrée en force depuis cette date, sur la scène du Moyen-Orient, de l'impérialisme américain.

Si la guerre d'octobre 73 contre l'État sioniste, a eu les limites que voulaient lui donner les classes dominantes des pays arabes, peu favorables au développement de la mobilisation des masses, c'est une déclaration conjointe soviéto-américaine qui imposa finalement le cessez-le feu. Dès lors, les pressions et les manœuvres des super-puissances vont se déployer sur une grande échelle pour diviser le front arabe qui s'était constitué lors de la guerre d'octobre, chacune des super-puissances tentant d'assurer la dépendance sur le maximum de pays arabes. Au lendemain de la guerre de 73, la lutte d'influence se manifeste sous cette forme : c'est à qui se montre plus capable que l'autre super-puissance de permettre à l'Égypte et la Syrie, de récupérer les territoires perdus au lendemain de la guerre de 67, dans le cadre d'un « règlement négocié », qui garantira l'existence de l'État sioniste.

L'AVANTAGE AMÉRICAIN

Toutefois dans ce cadre-là les Américains ont sur l'Union soviétique, un avantage : même si l'URSS défend l'existence de l'État sioniste, c'est avant tout des Américains que dépend la survie de cet État qu'ils appuient de façon décisive et directe dans les domaines économique et militaire ; les positions adoptées par les autorités sionistes sont donc étroitement tributaires des décisions de l'impérialisme américain. De ce fait, malgré de réelles contradictions, celui-ci est mieux placé, pour impulser des tractions entre les régimes arabes et les sionistes.

C'est en priorité du côté de l'Égypte, parce que ce pays occupe une position clé et dispose d'un grand impact politique dans tout le Moyen-Orient, que les Américains, en la personne de Kissinger, vont mener d'abord leur offensive diplomatique après la guerre d'octobre 73, profitant notamment du mécontentement des dirigeants égyptiens vis-à-vis de l'aide plus qu'encombrante des

experts soviétiques. C'est en partie pour se dégager de la menace de main-mise soviétique, et sous la pression de diverses forces réactionnaires bourgeoises, souvent assez proches de l'Arabie Saoudite, que Sadate, va prendre un certain nombre de mesures d'ouverture en direction des États-Unis, non seulement au niveau militaire et politique mais aussi, au niveau économique, mesures qu'illustre de façon très publique, l'ouverture au Caire des grandes banques américaines, pour la première fois depuis l'avènement du régime nassérien. C'est avec le développement rapide des relations entre l'Égypte et les États-Unis que ceux-ci vont pouvoir imposer le fameux accord de « désengagement » des forces sur le Sinaï.

UN ACCORD SÉPARÉ

Par l'accord intérimaire israélo-égyptien du 1^{er} septembre 1974, l'impérialisme américain obtient, en échange de la récupération du canal de Suez et du pétrole d'Aban Rodeis (au Sinaï) par l'Égypte, la reconnaissance de facto par Sadate, de l'État sioniste. Cet accord séparé concrétise la rupture du front arabe et crée ainsi les conditions favorables à des manœuvres qui visent directement l'existence de la Révolution palestinienne. Dans le cadre de l'accord, les Américains obtiennent pour la première fois dans le monde arabe, la possibilité de placer des techniciens et des radars, sous leur contrôle, sur le front au Sinaï. En isolant l'Égypte dans un accord partiel, les Américains isolent du même coup, la Syrie et la Résistance Palestinienne sur le front Nord.

UN TERRAIN FAVORABLE AU PLAN AMÉRICAIN CONTRE LA RÉSISTANCE

L'accord séparé égypto-israélien laisse désormais le champ libre à une série d'initiatives qui seront utilisées à plein par l'impérialisme américain pour tenter de liquider la Révolution palestinienne.

Au Liban, on assiste aux provocations de plus en



Une odieuse comédie !

plus effrénées des forces phalangistes et autres forces fascistes, pro-impérialistes et qui, en fomentant le massacre d'Ain Rommaneh, en avril 75, estiment avoir les coudées franches pour déclencher une guerre civile, sans réaction décisive du front arabe, désorganisé.

Pour la Syrie, isolée au lendemain de l'accord égypto-sioniste il lui faut, pour tenter d'obtenir le Golan, trouver les moyens de se présenter en position de force à la table de négociation : d'où les deux projets qui vont se faire jour à l'initiative des dirigeants syriens : d'une part, unifier le front-Nord, c'est-à-dire la Syrie, la Jordanie, le Liban, et la Résistance palestinienne, sous la houlette syrienne, d'autre part contrôler politiquement la Résistance palestinienne, afin de faire de ce contrôle un objet de marchandages dans des négociations avec les Américains et l'État sioniste. C'est cette volonté de la bourgeoisie syrienne, d'échapper de cette façon à l'isolement provoqué par l'accord séparé signé par l'Égypte, qui va la conduire à se retrouver du même côté que les forces fascistes du Liban, contre les Palestiniens et les masses progressistes libanaises.

CONTRECARRER LE POIDS SYRIEN

Le poids que prend ainsi dans la région la Syrie, qui, tout en répondant aux vœux américains, par ses attaques contre la Résistance, continue de bénéficier d'un soutien soviétique, l'Égypte va chercher à le contrecarrer en essayant d'intervenir dans le règlement de la guerre du Liban. Sadate va tenter une médiation faisant appel à d'autres pays arabes et à la France, dans la perspective d'un règlement global écartant l'URSS, et accordant toujours une large place aux États-Unis. Ceci, dans le même temps où le régime syrien, qui intervenait pour s'assurer le contrôle de la situation au Liban, se lançait au vu de l'ampleur de la Résistance palestinienne-libanaise, dans une véritable guerre d'extermination des Pales-

tiens, accomplissant ainsi le plan américain dans la région. Des coups très durs ont été portés ainsi à la Révolution palestinienne, au point que certains dirigeants arabes, tels Hussein de Jordanie, ont cru l'heure venue de remettre en cause les acquis du sommet de Rabat qui avait établi que l'OLP était le seul et unique représentant légitime du peuple palestinien.

UN ABOUTISSEMENT

L'initiative de Sadate de rencontrer les dirigeants sionistes, et ses débordements tels que la comédie télévisée des grands parents attendris, jouée avec Golda Meir, responsable de la mort de milliers d'enfants arabes, cela reflète un contexte marqué par des initiatives de grande ampleur pour affaiblir la Résistance palestinienne et la lutte des peuples arabes. L'Union Soviétique a condamné le voyage de Sadate, alors que les États-Unis l'approuvaient. Même si cette approbation est « réservée » et même s'ils n'ont pas manigancé la rencontre Sadate-Begin, il reste que celle-ci est un aboutissement de l'offensive américaine au Moyen Orient, les dirigeants américains entendent damer le pion aux Soviétiques, en jouant notamment sur les relations étroites qu'ils entretiennent aujourd'hui, aussi bien avec l'Égypte qu'avec Israël.

Le front qui s'est reconstitué aujourd'hui dans le monde arabe, contre Sadate, est une réponse appropriée à de telles manœuvres de division. Sans illusion toutefois sur la fermeté des positions de certains régimes, qui pourraient demain, emboîter le pas à Sadate, comme le Syrien Assad l'avait fait au lendemain de l'accord séparé sur le Sinaï. Seule la détermination des masses populaires arabes, qui avaient imposé la guerre de libération d'octobre 73, pourra faire obstacle à tout accord de paix séparé, à toute manœuvre cautionnant, comme le voyage de Sadate, l'expansionnisme sioniste.

Jean-Paul GAY

Comité restreint sur l'énergie

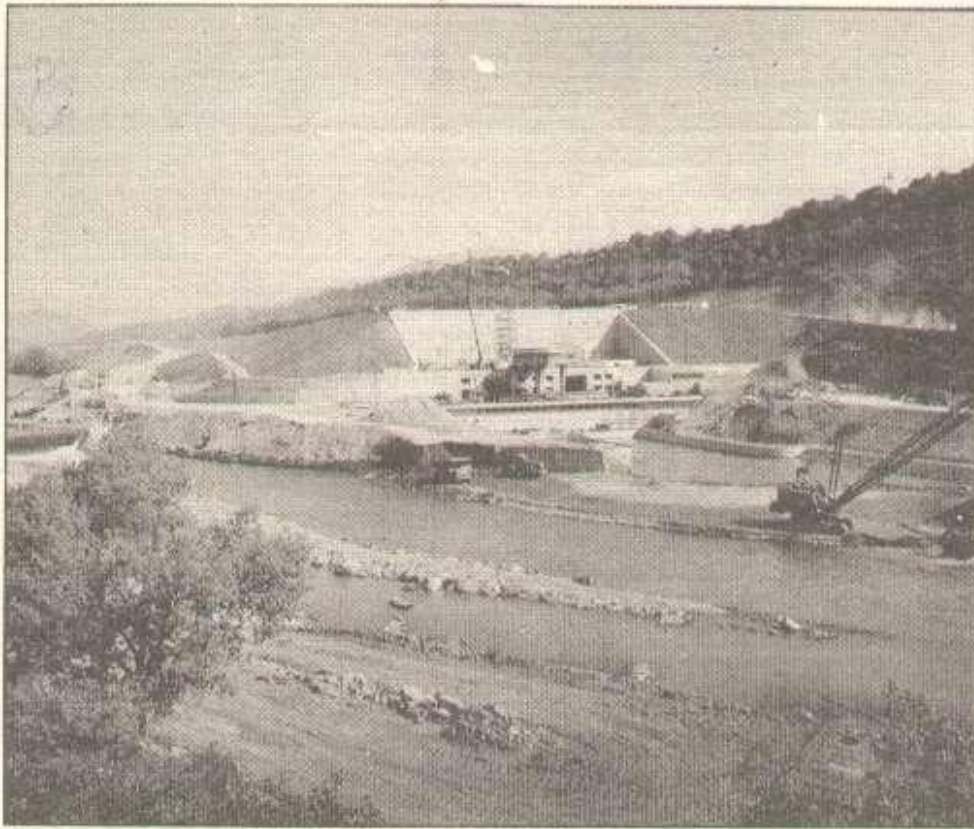
LES MÉANDRES DE LA POLITIQUE ÉNERGÉTIQUE

Le gouvernement devait prendre ce mardi en comité restreint à Matignon plusieurs mesures concernant la politique énergétique. Les grandes lignes des mesures qui seront prises ont été esquissées le 18 novembre par le ministre de l'Industrie, au cours d'une intervention au Sénat. L'orientation la moins surprenante n'est pas l'annonce d'investissements relativement importants dans l'aménagement hydro-électrique. Ainsi, la politique de gel des installations hydro-électriques qui semblait prévaloir depuis plusieurs années est modifiée, comme a été revue récemment la politique du tout-électrique. Toutefois, ces méandres qui attestent des difficultés du gouvernement confronté d'une part à l'opposition populaire au programme électro-nucléaire et d'autre part, au renchérissement du coût du pétrole, ne remettent pas en cause la priorité écrasante accordée au nucléaire.

Selon Monory, les objectifs fixés pour la facture pétrolière en 1977 seront respectés, celle-ci ne devrait pas excéder 55 milliards de francs. L'objectif pour 1978 est de 58 milliards, mais sa réussite dépend de plusieurs facteurs sur lesquels le gouvernement français n'a pas les moyens d'agir : bonne hydraulicité, fonction du régime des pluies ; cours du dollar, le prix du pétrole étant fixé en dollars ; rythme de la croissance, son ralentissement ayant entraîné un ralentissement de la consommation énergétique.

RELANCE DE L'HYDROÉLECTRICITÉ

Le comité qui se réunit à Matignon doit annoncer des mesures visant à réduire les besoins en pétrole. La plus importante de celles-ci et la moins attendue est une légère relance des installations hydroélectriques. Monory a annoncé devant le Sénat un investissement de six milliards de francs pour le lancement d'un programme hydraulique de 2 000 mégawatts. En 1976, 700 MW avaient été mis en service. A la même époque, la puissance hydraulique installée était de 18 000 MW, il est possible de l'augmenter rapidement de 20 % au moins. Les installations nouvelles se feraient essentiellement sur le Rhône et sur la Loire.



Aménagement de la chute de Sagnac sur la Durance

TAXATIONS ET SUBVENTIONS

D'autre part, les ministres et les experts réunis sous la présidence du premier ministre prévoient de mettre en œuvre une série d'incitations et de pénalisations pour amener les industriels à réaliser des économies d'énergie.

Au 1^{er} janvier 1978, les industriels qui dépasseraient un certain plafond d'énergie consommée paieraient une taxe de 2 %. Toutefois, si les industriels concernés investissent trois fois le montant de la taxe dans des installations de récupération de chaleur, ils seraient dispensés de payer la taxe.

Enfin, des subventions seraient accordées aux particuliers qui installeraient des chauffe-eau solaires.

Mais la priorité reste accordée au nucléaire. L'objectif fixé est que l'énergie nucléaire assure en 1985 20 % du bilan énergétique global. Messmer en 1974 avait fixé comme objectif 25 %. C'est donc un infléchissement sensible par rapport à cet objectif. Il faut en voir les raisons dans l'opposition grandissante qui se manifeste à l'encontre du nucléaire et dans certaines difficultés techniques non prévues, comme les problèmes rencontrés à Fessenheim pour adapter les brevets Westinghouse. Néanmoins, le nucléaire reste prépondérant dans l'optique gouvernementale et les ressources énergétiques nationales sont pour la plus large part délaissées, en particulier pour la géothermie, le charbon et le solaire.

Satellite européen «Météostat» : nombreux déboires

Une nouvelle fois, le lancement du satellite européen Météostat a été retardé par suite d'incidents techniques. La première fois, la fusée américaine était en cause, maintenant, ce serait le satellite lui-même. L'histoire de la coopération européenne en matière de technologie est riche en incidents de cette sorte. D'une manière générale, les pays européens pensaient pallier par la coopération européenne à leurs difficultés à poursuivre une recherche très coûteuse de même que certains grands projets comme les accélérateurs de particules et les satellites. Le succès a-t-il été à la hauteur des espoirs ? Il ne semble pas et les scientifiques s'en sont plaints à de nombreuses reprises. La raison est peut-être à chercher dans les limites de la construction européenne elle-même, ou, plus exactement, dans le fait que celle-ci a de plus en plus tendance à se faire sous égide américaine y

compris dans le domaine technologique. Ainsi, à l'heure actuelle, les pays européens n'ont pas les moyens de se passer de fusées américaines pour envoyer leurs satellites en orbite, d'où l'utilisation des bases de la NASA. Or les deux derniers satellites ont été détruits du fait de l'explosion des fusées américaines. On comprend qu'une certaine méfiance puisse s'instaurer entre les deux parties, les Américains n'ayant pas pour habitude de manquer leurs propres lancements.

Le projet «Météostat» manifeste une certaine ambition technologique, il s'agit d'un satellite capable de déterminer la température de la terre à un degré près, ainsi que la vitesse des vents. Ce projet rentre dans le cadre d'un programme mondial (deux satellites américains, un russe, un japonais) qui vise à observer la ceinture terrestre située entre les 50° parallèles Nord et Sud.

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Paris Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

A.N.I.F.O.M. : 3ème semaine de grève

La question des rapatriés est régulièrement revenue à l'ordre du jour, notamment à la veille de consultations électorales. A chaque fois, le gouvernement se contentait de vagues promesses, mais cette fois, les voix sont si chères que Giscard va essayer de s'assurer les 800 000 votes des rapatriés par des indemnités plus élevées.

L'A.N.I.F.O.M. est le service du Ministère de l'Economie et des Finances chargé de cette indemnisation. Or non seulement ils voient à court terme — en 1981 — l'annonce de leur licenciement (en tant que vacataires ou contractuels, c'est-à-dire non fonctionnaires, ils n'auront aucun droit à retrouver du travail dans l'Administration) mais ils dénoncent leurs conditions de travail «Les conditions de travail sont intolérables dans certains services. Partout, chaque nouvelle mesure gouvernementale représente un surcroît de travail, puisque les effectifs, eux, ne changent pas depuis deux ans.»

C'est pour refuser la situation actuelle et les perspectives de chômage que les travailleurs occupent leurs locaux avec leur syndicat CFDT.

Concorde à New York : déficit toujours béant

Le gouvernement français s'est largement félicité de son succès contre les autorités de l'aéroport de New York qui ont dû finalement s'incliner devant les décisions de la justice américaine après avoir refusé Concorde pendant des mois. Mais il faut bien voir que l'incidence économique sera pratiquement nulle, et cela de deux points de vue : d'abord cette victoire n'a permis en rien que de nouvelles perspectives voient le jour. Sur les 16 appareils commercialisables, aucune nouvelle commande ferme n'a été enregistrée. Or doit-on rappeler que le projet initial prévoyait la vente de 350 avions ? Ensuite, la nouvelle liaison Paris-New York ne réduira pas très sensiblement le déficit actuel qui s'est élevé en 1976/1977 à 520 millions de Francs... D'autant plus que de nouvelles menaces planent sur Concorde puisque l'aéroport de New York envisage d'interdire en 1985 l'atterrissage aux avions qui dépasseront 108 décibels et que Concorde atteint à l'heure actuelle le seuil de 112 décibels.

Le drame de Madère : il était prévisible

Si l'on en croit les statistiques, le transport par voie d'air est particulièrement sûr. Le drame de Madère, 130 morts dans un accident à l'atterrissage d'un Boeing, révèle toutefois que les conditions de sécurité ne sont pas toujours réunies. En effet, l'aéroport de Santa Catarina où s'est produit l'accident est particulièrement dangereux, au moins à deux titres : d'abord, situé dans un cadre montagneux, sa piste est extrêmement réduite (deux fois plus petite que celle d'Orly), ensuite, elle est balayée fréquemment par des vents soufflant en rafale. Pour pallier à ces difficultés, les pilotes devaient suivre un entraînement spécial, mais, d'après ceux-ci, il était tout à fait insuffisant. De même, un projet d'agrandissement avait été mis en place mais comme il s'était révélé extrêmement onéreux, il était resté à l'état de projet. Il aura donc fallu 130 morts pour que l'on repare d'aménagement de la piste...

Les «Français de bon sens» frappent dans le Nord

La direction de Derro a un modèle : Furnon, tristement célèbre, pour sa haine pour les ouvriers syndiqués, et pour la création d'un groupuscule réactionnaire «les Français de bon sens», le renvoi de Frédérique Taillar, déléguée CGT est demandé par voie de pétition que le patron a fait signer aux ouvriers syndiqués FO de l'entreprise. C'est en se livrant à un odieux chantage que la direction de cette petite entreprise de confection a mobilisé ces ouvrières ; elle prétendait que si la déléguée CGT ne partait pas l'entreprise était menacée de fermeture.

Simone Veil confirme

POUR SE SOIGNER LES FRANÇAIS DEVRONT SE SERRER LA CEINTURE

La France serait suréquipée en matière de santé : il y aurait trop de lits d'hôpitaux, trop de médecins, la première tâche du ministre de la Santé serait de veiller à diminuer ces excédents coûteux. Ce n'est pas une plaisanterie macabre, c'est ce qui ressort des plus récentes déclarations du ministre de la Santé Simone Veil, et cela confirme les propos des députés de la majorité lors du débat parlementaire sur le budget de la Santé et de la Sécurité Sociale.

Interviewée dans un journal du soir, Simone Veil déclare : « Il faudrait accepter de regarder la réalité en face. Et la réalité (en ce qui concerne l'hospitalisation), c'est que nous sommes suréquipés et qu'il y a trop de lits d'hôpitaux publics et privés ». Pour ce qui est des médecins, même son de cloche : « J'ai mis long-

temps à m'en rendre compte, mais le fait est là : nous avons trop de médecins en formation ».

A quoi riment de tels propos ? S'il est vrai que l'appareil hospitalier est mal adapté et, en certains endroits, pour certaines spécialités, pléthorique, s'il est vrai que dans quelques endroits, le nombre de médecins est excédentaire par rapport aux besoins, les propos répétés de Simone Veil et des députés de la majorité ne visent pas à améliorer l'appareil sanitaire et médical. S'ils mettent en avant cet aspect des choses, alors que dans d'autres domaines, c'est la pénurie qui règne : insuffisance de personnel hospitalier, des centres de médecine préventive, de la médecine du travail, cela sert à justifier la politique d'austérité renforcée que le gouvernement veut appliquer dans le domaine de la

santé. Alors que la répartition des lits d'hôpitaux, des médecins est très inégalitaire, plutôt que d'entreprendre une meilleure répartition en dotant les régions défavorisées, le gouvernement s'apprête à supprimer des lits d'hôpitaux et à renforcer la sélection dans les études de médecine.

Par rapport aux médecins, ce qui prime pour justifier le *numerus clausus* c'est en fait de maintenir les privilèges du corps médical, en effet pour Simone Veil : « Le risque aussi, est de voir baisser le niveau de vie des médecins s'ils sont plus nombreux à se partager les dépenses de Sécurité Sociale ». Ceci apparemment, pour S. Veil, est plus important que la santé des Français.

Serge LIVET

La légion
à Castelnaudary

Vers
un nouveau
Larzac

On se souvient de l'affaire des légionnaires de Corte qui avaient dû être transférés à Castelnaudary. Que sont-ils devenus ? Il ont continué : viols, agressions, etc. De plus, aujourd'hui, la Légion semble se lancer dans des opérations foncières aussi douteuses qu'au Larzac. Ainsi, le 4^e régiment d'infanterie installée à Castelnaudary est en quête d'un terrain de manœuvre. Une première tentative d'achats s'est déjà soldée par un échec, les paysans refusant de vendre 110 hectares de bonnes terres et obligeant la S.A.F.E.R. de faire jouer son droit de préemption. Depuis, la Légion agissant en coulisse, tente de s'accaparer d'autres terres au sud de la ville. Là encore, les paysans s'interrogent et l'on parle d'un *second Larzac dans le canton de Salles-sur-Hers*. Les menaces sont d'autant plus graves que le maire R.P.R. de Castelnaudary avait promis un terrain à la légion et que plus récemment le maire de Payra-sur-l'Hers où il est question d'achats de terres, Jean Grillères, socialiste, n'est pas défavorable à cette opération. Enfin, l'administration préfectorale a fait savoir qu'elle souhaitait que toute l'opération, qu'elle coordonne avec le député socialiste de la circonscription « se passe en douceur ». Les paysans accepteront-ils d'abandonner leurs terres ? Ce n'est pas sûr du tout.

LUTTES OUVRIERES

Montefibre

LA DIRECTION A SABOTÉ LES INSTALLATIONS, LE TRAVAIL N'A PAS REPRIS

Lundi matin, après l'évacuation des flics, les ouvriers de Montefibre rentraient dans l'usine. Mais le travail n'a pas repris, ils n'ont pas réintégré leur poste. Ils exigent qu'un expert vienne constater les dégâts provoqués par la décision de la direction d'arrêter les colonnes de polymérisation. Celle-ci prétend que les matières qu'elles contenaient ne se

sont pas solidifiées, et que rien n'est abîmé !

Pour les Montefibre, c'est délibérément que la direction a détruit le matériel : Comment se fait-il que les CRS soient sortis de l'usine peu de temps après l'arrêt des colonnes, sans qu'aucun autre élément nouveau ne soit intervenu dans le rapport de forces ? Pourquoi la direction a-t-elle refusé

qu'une équipe de sécurité rentre dans l'usine, comme le demandait l'Intersyndicale ? Pourquoi la direction a-t-elle tout d'abord refusé la nomination d'un expert qui constate les dégâts ?

Les travailleurs de Montefibre sont révoltés par la décision de la direction de porter un coup aux possibilités de relance de l'usine en sabordant le cœur de la production : « Tout a été arrêté dans des conditions catastrophiques. Aucune précaution n'a été prise », déclarait G. Formet, responsable CGT. De son côté secrétaire CFDT explique que l'arrêt des colonnes de polymérisation a été effectué beaucoup trop brutalement. La tuyauterie risque d'éclater, car elle renferme un liquide qui gèle à 13°C. « Quand je pense que pendant quatre mois nous avons justement gardé ces colonnes sous pression, car nous savons parfaitement que si on les arrête, il faut deux mois pour les remettre en état », concluait-il.

Les Montefibre continuent la lutte dans l'entreprise, et exigent du travail pour les 1 039 salariés.

Le directeur Casali entre les ouvriers et les forces de l'ordre.



Campagne pour l'emploi des jeunes

LE CNPF PAVOISE

Lundi, le CNPF dressait son troisième bilan de l'opération 300 000 emplois pour les jeunes. Selon lui, 264 582 emplois auraient été créés et déjà été dégaugés. Les délégués à l'emploi, nommés par le CNPF pour prospecter dans les régions afin de dénicher des emplois pour les jeunes, ont rassemblé les résultats :

- 109 915 jeunes embauchés avec exonération des charges.

- 84 378 stages pratiques en entreprise.

- 56 433 contrats d'apprentissage.

- 13 856 contrats emploi-formation.

Les régions où le maximum aurait été atteint sont le Poitou-Charentes, la Bretagne, le Languedoc-Roussillon et l'Auvergne.

Lors des précédents bilans, on avait pu estimer que les chiffres donnés par le CNPF étaient au moins multipliés par trois. Les résultats annoncés hier sont d'ailleurs supérieurs à ceux du Ministère du Travail. Mais surtout, ces emplois pour les jeunes n'en sont pas vraiment. Il n'y a qu'à voir les petites annonces du mercredi dans France-Soir pour s'en

convaincre : on ne trouve pratiquement que des stages, surtout dans les grands magasins, ou dans des PME. Et ce n'est pas étonnant : ces stages sont un apport de main d'œuvre absolument gratuite ; charges sociales et salaire sont entièrement payés par l'Etat. On assiste dans le même temps à une diminution du nombre de contrats d'apprentissage et de contrats emplois formation, moins rentables pour les patrons. Sur les chiffres officiels, 110 000 seulement sont « définitives » !

Parler de création d'emplois est une imposture, à double titre : d'abord parce que rien n'impose aux patrons de garder ces jeunes à la fin du stage : ils préfèrent renouveler l'opération avec d'autres jeunes chômeurs, plutôt que de les embaucher et donc de les payer. Au bout de 6 ou 8 mois, les stagiaires se retrouveront au chômage, à un moment où la démagogie préélectorale sera terminée, et où 700 000 nouveaux jeunes se présenteront sur le marché du travail. Par ailleurs, ces postes ne sont pas tous nouveaux : de

nombreuses entreprises ont de fait licencié des employés en fin de contrat, ou des intérimaires. C'est donc dans une large mesure en « déshabillant Pierre pour habiller Paul » que le CNPF obtient ces résultats. De leur côté, les chômeurs de plus de 25 ans ont pu constater d'eux-mêmes qu'il était encore plus difficile pour eux de trouver du travail aujourd'hui.

Enfin, c'est une campagne dangereuse de division, au sein des entreprises, car les stagiaires n'ont aucun droit : ils sont payés moins que le SMIC dans la majorité des cas pour un travail identique à celui des embauchés ; ils sont licenciés à la moindre réflexion. C'est donc une grave remise en cause des acquis des travailleurs. Rien d'étonnant à ce que le patronat soit content : main d'œuvre gratuite et docile ! Cette expérience ne restera pas sans suite, puisque le ministre du travail envisage de généraliser à presque tous les jeunes qui sortent de l'école ce système de stages.

Monique CHERAN

Lutte Santé Sécurité
numéro 7 est paru

lutte
santé
sécurité



COMURHEX : le dossier de l'hexafluorure
REPORTAGE A MINAMATA
LA HAGUE - le rapport sur l'insécurité



Danger bismuth !

UN MEDICAMENT DANGEREUX
TRES COURAMMENT PRESCRIT

N°7

Novembre 1977

5 F

(revue du Comité de Liaison et d'Information
sur la Santé et les Conditions de travail - CLISACT)

Au sommaire :

- 4 mois après l'accident de Pierrelatte
- Le dossier complet de l'hexafluorure d'uranium réalisé avec les ouvriers de Comurhex.
- Le rapport du CHS élargi sur l'insécurité à la Hague
- Le dossier du Bismuth, un médicament dangereux et trop prescrit.
- Reportage à Minamata auprès des pêcheurs japonais.
- La lutte contre le cancer de l'œsophage en Chine.
- Comment faire reconnaître les maladies professionnelles ?

Toutes les commandes sont à passer directement au CLISACT ; 56 rue des Guipons. 94 800 VILLEJUIF
Prix 5 F + 2 F de port. Chèques bancaire à l'ordre du CLISACT.

Deux postiers menacés de licenciements

INERTIE DES DIRIGEANTS SYNDICAUX

Depuis maintenant treize jours, Kupf et Minvielle sont menacés de licenciement, il y a 13 jours, le personnel de la brigade B est parti en délégation de masse chez le directeur. Depuis maintenant treize jours, la grande majorité du personnel demande que se tiennent des assemblées générales par brigade, et qu'un préavis de grève soit déposé, pour la défense de nos camarades. Depuis maintenant treize jours, les dirigeants des syndicats font le mort et attendent que la mobilisation baisse, par lassitude. Cette inertie coupable, les dirigeants des syndicats la maintiennent, alors qu'ils le savent, deux postiers, ce n'est qu'un début, d'autres suivront et vont être privés de leur travail, alors qu'ils vont à l'encontre de la majorité de leurs syndiqués.

A LA RÉUNION DE LA CFDT

A la réunion de la C.E. CFDT à la fin de la semaine dernière, après deux heures de chaude discussion, la position du secrétaire (membre du CERES) fut mise en minorité, et tout le monde dut convenir qu'il fallait préparer l'action : «Travailler à la mobilisation, organiser des assemblées générales, par brigade et préparer la grève sur le PLM, même si les autres centres ne partent pas en grève». Mais depuis, rien absolument rien n'est fait dans ce sens. Aucune A.G. n'est prévue, aucun préavis n'est déposé.

Pour la CGT, la position est encore plus claire : la C.E. qui devait avoir lieu la semaine dernière a été

reportée au... 29 novembre ! Et l'ordre du jour en sera «action revendicative, préparation du 1^{er} décembre». En fait, et malgré l'opposition de la grande majorité des adhérents et du personnel, les dirigeants (CERES et PCF) des syndicats prennent argument que la répression sévit aussi au Landy, à Tolbiac et à Orly, pour préparer une grève de... 24 heures le jour du conseil de discipline, alors que deux militants vont se retrouver sans travail à cause de leurs opinions politiques, parce que ces opinions divergent de celles de ces partis.

Profitant de leur inertie, la direction frappe d'autres militants. Nous demandons, une fois de plus, des assemblées générales par brigade, et le dépôt d'un préavis de grève. C'est

vraiment le strict minimum ! Déjà des vacataires et d'autres postiers ont reçu des PV. On ne peut rester sans rien faire, car

c'est un fait grave, qui dépasse le PLM.

Correspondant
PLM

Intervention policière au PLM

Lundi matin, alors que Minvielle et Kupf venaient manger en bas du PLM (voir article de vendredi), l'administration a demandé aux flics de les faire dégager. Face à cela, 30 à 40 postiers qui sortaient du boulot les ont entourés et protégés. Nos vaillants délégués syndicaux (voir article ci-contre), montés en audience chez le directeur, sont redescendus pour nous donner sa réponse «Le directeur nous communique qu'il maintient sa demande de faire évacuer les lieux. Il a pris contact avec la SNCF, propriétaire du terrain sur lequel étaient Minvielle et Kupf, qui est d'accord pour cette évacuation.» Quand il s'est agi d'organiser la riposte, les fameux dirigeants ont alors eu cette répartie très mobilisatrice «surtout, évitez les bras cassés». C'est parce qu'ils étaient protégés par les autres postiers que Minvielle et Kupf n'ont pas fini au poste.



Le groupe Voyer licencié à Tours

COMME A AIX : OCCUPATION !

Il y a quelques jours, les travailleurs de l'entreprise Voyer (construction mécanique) située à Tours, rentraient en lutte. Ils occupaient leur usine pour s'opposer à la décision de la direction de fermer et de licencier les ouvriers. En fait, cette fermeture était annonciatrice de plusieurs centaines de licenciements à l'échelle du groupe, dans les différentes unités de production qu'il possède en France. Ce sont maintenant les travailleurs de l'usine de Paris (chantiers) au nombre de 180, qui viennent d'apprendre que 59 d'entre eux, allaient être

mis à la rue dans les prochaines semaines. A l'usine d'Hagondange, c'est aussi la fermeture qui vient d'être annoncée. De même qu'à l'usine d'Aix-en-Provence (57 licenciements). En ce qui concerne cette dernière entreprise, les travailleurs ont décidé de riposter : depuis lundi matin, ils occupent leurs locaux de travail jour et nuit tout en continuant à travailler le jour (l'occupation se fait par roulement). Les travailleurs ont en outre décidé de bloquer la dernière commande, à savoir une passerelle mécanique pour

avoir un moyen de pression qui, malgré ses limites, est important contre la direction.

Au total, le groupe Voyer entend donc licencier 367 travailleurs sur 1 173. En ce qui concerne l'usine de Tours (99 licenciements sur 602 travailleurs, la plus grosse entreprise du groupe), une subvention de trois milliards avait été donnée sur proposition de Royer, le maire, par l'État, pour la «relance» du groupe, les licenciements étant bien entendu une condition de cette subvention. A Aix-en-Provence, si l'usine venait à fermer, la

situation serait catastrophique pour les travailleurs : de nombreuses autres branches de production licencient. C'est le cas à Ecciba (bâtiment), 150 suppressions d'emplois, à COOP (30) chez ACA (chaudronnerie, 50 licenciements).

Les travailleurs de l'usine d'Aix reçoivent dès aujourd'hui un ample soutien dans leur lutte : en fin de semaine, vendredi après-midi, toutes les sections CFDT sont venues à l'usine apporter des motions de soutien et discuter de quelle aide concrète ils pouvaient apporter.

Fermeture probable de Soparfitex à Masevaux

Les membres du CE de la Soparfitex (département Isidore André) viennent de recevoir une convocation pour le 25 novembre. A l'ordre du jour, un seul point : «consultation ayant pour objet un projet de licenciement collectif par suite de difficultés graves touchant l'entreprise de façon durable». Un «document général» explique qu'en clair l'ensemble du personnel, soit 233 personnes, sera licencié. Un autre document envisage déjà d'hypothétiques reclassements : des ouvriers en équipe de nuit pourraient être mutés dans une autre usine. La CFDT prévoit une «action vigoureuse».

Triste record de Beullac

En 18 mois, Beullac a accepté 47 licenciements de délégués du personnel, passant outre aux décisions des inspecteurs du travail qui les avaient refusés.

150 licenciements chez Mischler (Besançon)

A Besançon, les travailleurs du groupe Mischler ont appris le lundi 21 novembre le licenciement de 150 des leurs. Le groupe comprend environ 1 150 ouvriers et employés. Le personnel prévoyait dès lundi des débrayages. Le Comité Central d'entreprise se réunira vendredi 25 pour entériner cette décision.

Egoutiers parisiens

Lundi matin se tenait le conseil municipal de Paris. Les égoutiers parisiens, désormais dans leur second mois de grève, étaient massés devant la salle de réunion. Une partie d'entre eux, soutenus par leurs camarades, a fait irruption dans la salle de réunion en déployant une banderole depuis la «tribune du public» où l'on pouvait lire «Chirac, négociations !».

Tibéri, après n'avoir rien trouvé de mieux que de faire enlever la banderole par des huissiers, a ensuite déclaré «Sur le fond, il n'y a aucun refus de la part de la municipalité face aux revendications des égoutiers. Il n'existe aucune divergence de fond entre les deux parties. Je souhaite que cette grève, qui a été déclenchée sans préavis, cesse afin que les contacts que nous avons avec les syndicats conduisent rapidement à une amélioration des conditions de travail de ce personnel.» Tibéri ne manque pas de culot !

La grève continue !

Journée du 1^{er} décembre

La section FO du syndicat général des Impôts est pour l'instant le seul syndicat de la centrale de Bergeron à se rallier au mouvement lancé par la CGT la CFDT et la FEN le premier décembre.

Les syndicats EDF ont annoncé que les coupures de courant se poursuivraient jusqu'au 8 décembre en touchant tour à tour les différentes régions.

Par ailleurs le «Livres» a décidé un arrêt de travail de 24 heures. Un communiqué de la FFTL réclame «le droit au travail, l'arrêt des licenciements, un emploi pour chacun, le retour des travaux confectionnés à l'étranger, l'amélioration du pouvoir d'achat et le relèvement substantiel des bas salaires...».

En bref...

● Les travailleurs de l'entreprise Bois-Morand (cartonnage) située à Mitry-Mory, dans la Seine-et-Marne, sont en grève depuis plusieurs jours. Ils sont au nombre de 46. Le 17 novembre, les travailleurs du piquet de grève s'opposèrent à la sortie d'un camion, rempli de cartons. Le chauffeur a alors démarré. Un ouvrier renversé a dû être hospitalisé à cause de blessures à la cage thoracique.

● La direction d'une des plus grosses entreprises nantaises, DUBO (fabrication de semelles moulées pour les chaussures de sport) vient d'annoncer la liquidation judiciaire.

● La direction de l'entreprise Chenard et Walcker située à Gennevilliers dans la banlieue parisienne, vient d'annoncer la fermeture de l'usine. Cette entreprise qui appartient à Chausson, fabrique des engrenages pour les machines agricoles et emploie 450 travailleurs.

POLITIQUE

Des paroles aux actes...

«La lettre de l'Unité», publication confidentielle et quotidienne du PS, s'employait notamment vendredi dernier à donner du PS une image de parti qui se préoccupe de «l'émancipation des femmes».

Comment ? En instituant des quotas pour toutes les instances de direction et pour les candidatures aux élections législatives. Le résultat est éloquent : 25 femmes figurent parmi les 434 investitures. Sur ces 25 candidates qui représentent donc 5,5 % des candidats, une dizaine n'est pas sûre d'être battue.

Un peu plus de discrétion sur ce chapitre serait bienvenue. Telle ne semble pas être l'intention de la direction du PS, qui réunissait samedi et dimanche des femmes de ce parti pour préparer la convention nationale du 14 janvier qui sera consacrée à la «lutte des femmes».

Mitterrand y est venu soigner son image de marque et s'est fait quelque peu mal voir en déclarant que «peu nombreuses sont les femmes qui savent revendiquer utilement» ajoutant que «le féminisme est la préhistoire de l'action féminine».

Paternaliste, il a précisé : «il faut accélérer les étapes pour parvenir à l'âge de la raison».

Démission !

Démission ! C'est un peu le mot d'ordre du conseil municipal de Pontarlier, à l'endroit de son maire Denis Blondeau, membre du CERES. Cette revendication est justifiée aux yeux des conseillers municipaux, car celui-ci a «confondu ses intérêts personnels avec ceux de la commune». Il s'est malgré tout trouvé deux abstentions en plus de quatre absences des conseillers de droite, dont E. Faure. Parmi ces deux abstentions, on relève celle de Blondeau lui-même et d'un de ses conseillers, nullement ému par le fait que le maire ait traité, au nom de la commune, avec une société dont il est tout à la fois actionnaire et gérant, ce qui est formellement interdit par la loi.

Nullement découragé par le désaveu qu'il avait reçu du parti socialiste, il a décidé de faire appel aux instances nationales. Il ne semble pas, par ailleurs, décidé à démissionner, en bon démocrate du CERES, et la loi ne permet pas à ses conseillers de le démettre de ses fonctions.

Le Congrès de l'UGICT

LA «GESTION DÉMOCRATIQUE» VUE PAR LES ITC DU PCF

Deux colloques concernant les cadres se sont tenus samedi et dimanche dernier. Deux colloques apparemment bien différents, puisque l'un se tenait sous l'égide de la CGC et l'autre sous l'égide de l'UGICT, organisation de cadres de la CGT. L'amphithéâtre de l'école Polytechnique pour l'un, les luxueux salons du Novotel de Bagnolet pour l'autre, et une même question : quelle place pour les cadres ? Une même réponse qui n'est pas

seulement flatterie électoraliste : les mérites des cadres aujourd'hui ne sont pas suffisamment reconnus, leur compétence n'est pas suffisamment utilisée, leur place dans la société doit être plus grande.

Là s'arrêtent les points communs : à partir du moment où sont abordées les solutions concrètes pour parvenir à une meilleure place des cadres.

La CGC s'engage résolument dans la voie ouverte par le CNPF lors de ses dernières assises : les cadres doivent être associés à la direction des entreprises, le pouvoir de décision continuant, c'est évident dans l'esprit de Charpentier, d'appartenir aux patrons. Signalons au passage les articles élogieux du *Figaro* consacrés à ce colloque : le rapport final y était prononcé par Yann Clerc, vice-président de la CGC, et par ailleurs rédacteur en chef de ce journal.

La solution de l'UGICT, celle qui a été largement traitée, lors des «36 heures d'options» (du nom de son journal) est évidemment différente et tient en deux mots : gestion démocratique. Devant un parterre de gens compétents, les responsables de l'UGICT, par ailleurs membres du PCF, ont pu développer certains de leurs thèses, sans

crainte d'être entendus des travailleurs «qui ont tendance à accuser la hiérarchie immédiate des mauvaises conditions de travail et de l'autoritarisme».

Trois débats étaient organisés : l'un sur le bilan des entreprises nationalisées, le deuxième sur l'articulation des objectifs de la nation avec ceux de l'entreprise, et le troisième sur «la hiérarchie et le pouvoir dans l'entreprise». Du premier débat, on retiendra un leitmotiv : les entreprises nationalisées, «malgré leurs résultats techniques et économiques remarquables, sont bridées par une intervention de plus en plus autoritaire de l'Etat». D'entrée de jeu, l'accent était mis sur les capacités techniques et économiques des entreprises et allait en rester là, particulièrement dans le troisième débat, celui sur le pouvoir dans l'entreprise. Un syndicaliste de

Peugeot pose la question «comment mettre les connaissances des ingénieurs, cadres et techniciens au service de l'amélioration de la vie des travailleurs ?» La réponse coule de source pour les responsables de l'UGICT : plus les entreprises auront de capacités techniques, plus elles produiront, et plus le bien-être des travailleurs sera assuré ! Pas un mot bien sûr sur la possible formation technique des travailleurs, pas un mot sur la détermination de nouveaux types de production, pas un mot en fait sur un quelconque pouvoir des travailleurs, capable d'orienter la production en fonction de leurs besoins. Pour l'UGICT, cela est du ressort du plan, lequel est du ressort de l'Etat, lequel est aux mains des partis de gauche, cela va de soi...

Destinées aux cadres, et uniquement à eux, ces «36

heures d'options» ont également abordé la question des conseils d'administration. Moynet a déclaré qu'une fois élus, les travailleurs membres des conseils d'administration (appelés lors du colloque «conseils de gestion») devront abandonner leurs fonctions syndicales. Il s'agit là d'une nouvelle précision qui a son importance : cela signifie ni plus ni moins que les organisations syndicales n'auront plus leur mot à dire dans la manière de gérer de leurs «représentants» au conseil d'administration. En séparant nettement fonction syndicale et fonction de gestion, l'UGICT précise mieux ce que sera la gestion démocratique telle que la conçoit le PCF : d'un côté, des syndicats ayant un pouvoir «de contestation et de contrôle» c'est-à-dire d'encadrement, et de l'autre des gestionnaires totalement coupés des travailleurs.

Jeunes loups

A l'approche des législatives, le RPR fait le tri. Les députés sortants jugés «trop vieux» ou «trop compromis» sont éliminés et remplacés par des jeunes loups style Chirac. Ainsi, dans les Charentes Maritimes, le jeune haut fonctionnaire Heilbronner a-t-il été désigné par les instances nationales du RPR pour être candidat à la place du député sortant Branger. Celui-ci ne l'entend pas de cette oreille. Il maintient sa candidature, et donc est en voie d'exclusion du RPR. Pour aller à la soupe, la bataille est engagée.

Achetez
Le Quotidien
du Peuple
tous les jours
dans
le même
kiosque

Le Point du Jour à Lyon



NOUVELLE TENTATIVE DU PCF POUR VENDRE SA PRESSE

Le point du jour va enfin sortir, si du moins on en croit le calendrier fixé par ses promoteurs, c'est-à-dire le PCF. *Le Point du jour*, c'est le quotidien régional mis en chantier avant les élections municipales, et dont la parution, prévue initialement en septembre, a été à plusieurs reprises repoussée.

L'expérience tentée dans la région Rhône-Alpes par le PCF, sous la haute autorité de Roland Leroy, responsable de toutes les questions de presse, est unique dans ce genre et pourrait bien s'étendre à l'ensemble des régions de France. Pour autant que le projet reçoive un accueil favorable, ce qui est une autre question. Le principe en est simple : jusqu'ici, les seuls quotidiens régionaux du PCF étaient issus pour les plus récents de la Libération. Que ce soit *L'Écho du Centre* dans le Limousin, *La Marseillaise* ou *Liberté* dans le Nord, il s'agit en fait de succédanés de *l'Humanité*, n'hésitant pas à publier des pages entières du journal national, agrémentées d'information locales, et tout en gardant le caractère

sectaire qui est le propre des journaux du PCF : le PCF par-ci, déclarations de Marchais par là, proposition de lois révisionnistes, le député machin inaugure la piscine Maurice Thorez, etc. Une constatation s'impose, et s'est imposée même aux responsables du PCF : de tels journaux ne se vendent pas. Il y a une distorsion évidente entre le nombre d'adhérents revendiqués par le PCF et le nombre de ses quotidiens vendus : même en admettant, ce qui est certain, que le chiffre de 600 000 adhérents est très largement gonflé, les chiffres de diffusion de *l'Humanité* et des autres quotidiens sont de très loin inférieurs : les adhérents du PCF ne lisent pas les journaux quotidiens de leur parti. C'est ici qu'interviennent les initiatives récentes : celle de la modification de la formule de *l'Humanité*, qui dans les faits ne s'est traduit que par la présence de Wolinski dans l'équipe de dessinateurs, et par une diffusion accrue de moins de 5 %. Et celle de la parution du *Point du Jour*, qui en principe doit être ouvert à des journalistes

non-membres du PCF, avec le secret espoir qu'une telle ouverture se retrouve au niveau des lecteurs. Malgré une publicité des plus larges, les résultats de la souscription, dont nous avons déjà fait état semblent démentir cet espoir : ce ne sont ni les abonnements prélabiles, ni la souscription qui financent *Le Point du Jour* à sa sortie : c'est le PCF qui le tient à bout de bras, au moins jusqu'aux législatives prochaines.

Que lisent donc les militants révisionnistes : *l'Humanité* pendant trois mois, puisque tout nouvel adhérent a droit à un abonnement gratuit de cette période. Bien peu continuent cet abonnement. Les objectifs du PCF en matière de presse sont aujourd'hui les suivants : que chaque cellule souscrive un abonnement à *France-Nouvelle*, l'hebdomadaire du Comité central, et que chaque section fasse de même avec les *Cahiers du communisme*, publication mensuelle à prétention théorique. A ce jour, et aux dires mêmes de leurs responsables, aucun de ces objectifs n'est atteint.

Barre, en Touraine, aux commerçants

«C'EST POUR VOTRE BIEN QUE JE VOUS TAXE»

● Calmer la grogne des commerçants, importante depuis que Barre a annoncé ses mesures de taxation, il y a deux semaines, tel était le but principal de Barre en se rendant en Touraine. Barre tentait un pari impossible ; comment en effet disculper le gouvernement et donc accuser les commerçants tout en ne faisant rien qui puisse les décourager de voter à droite au mois de mars ?...

«Du travail pour tous ! Du travail pour tous !» C'est à ce cri que plusieurs milliers de manifestants ont accueilli Barre, en voyage en Touraine, lundi.

Une trentaine d'entreprises avaient débrayé dans cette région durement touchée par la crise.

L'après-midi, Barre devait recevoir les organisations syndicales, mais la préfecture ayant «oublié» de les inviter ils ont oublié de se faire inviter d'après Barre), ce dernier effectua une petite promenade touristique à pied à travers le vieux Tours rénové par les soins de Royer député-maire.

C'est surtout au commerce et à la hausse des prix qu'était consacré ce petit voyage dans la «France profonde».

Royer auteur d'une célèbre loi rendant difficile l'ouverture de grandes surfaces, avait invité six cents petits commerçants à l'Hôtel de ville. Barre très heureux de disposer de cet auditoire leur a donné une petite leçon : «Tous les excès seront sanctionnés (...) je suis prêt à toute consultation en vue d'une modération des prix. Mais, l'Etat n'hésitera pas à prendre toutes les mesures qui s'imposent si des dérapages et des excès sont

enregistrés (...) Nous sommes prêts à ouvrir des dossiers. Qu'on ne me parle pas de taxation aveugle parce que cinq produits seulement qui dérapaient ont été mis sous contrôle (...)». Les bonnes paroles n'allant jamais chez lui sans menaces, il a ajouté : «Si la concertation est impossible, l'Etat ne renoncera pas à ses moyens d'action».

QUI AIME BIEN CHÂTIE BIEN

Un peu chahuté, Barre, comme s'il s'adressait à des enfants du CES qu'il inaugurerait dans la journée, lança paternaliste : «Je ne veux pas que certaines hausses abusives ou excessives provoquent chez le consommateur des réactions critiques pour une profession». En somme je vous sanctionne pour votre bien ! Pour se faire entendre Barre devait d'ailleurs à plusieurs reprises hausser le ton : «Ne m'interrompez pas, vous poserez des questions tout à l'heure et j'y répondrai. Pour le moment c'est moi qui parle...»

Les petits commerçants présents ne se le sont pas

fait dire deux fois et les questions ont fusé ; les questions qui sont vite devenues huées quand Barre a annoncé que 5 000 nouveaux magasins seraient ouverts l'an prochain. Ayant cette extraordinaire capacité des politiciens bourgeois de tenir des langages différents suivant l'auditoire auquel ils s'adressent Barre a tenu à affirmer aux commerçants qu'il ne les tenait pas tous pour responsables de la hausse des prix... Puis il a rappelé que la loi Royer était bonne et «qu'il n'avait jamais voulu l'abolir malgré les pressions qui avaient été faites à ce sujet».

Par qui ? Il ne le dira pas. Royer ne lui donnera pas le temps de s'expliquer sur ce point (dans l'hypothèse où il en aurait eu

l'intention) et affirma au grand dam de l'auditoire que cette fameuse loi n'était pas si terrible que ça, puisque 83 autorisations d'ouvertures ont été accordées, contre 141 qui ont été refusées. Rappelons que ce texte avait été voté à l'unanimité des députés.

Enfin pour laisser un petit souvenir de son voyage dans la perspective de mars, Barre a annoncé quelques mesures (voir encadré).

Barre qui est bien décidé à être sur la brèche jusqu'aux législatives devait aller mardi soir à Cruseilles (1733 habitants) en Haute Savoie ; encore à la recherche de la «France profonde»...

François MARCHADIER

Les mesures annoncées

1. Elévation du plafond des prêts consentis aux jeunes commerçants qui s'installent (de 300 000 à 500 000 F).
2. Le fond de développement Economique et Social pourra couvrir jusqu'à 35 % de l'investissement nécessaire aux commerçants qui voudront s'installer dans le périmètre d'un quartier en rénovation ou piétonnier...
3. Le Crédit agricole accordé peut être des prêts aux commerçants qui voudront s'installer en région rurale «sensible», c'est-à-dire là où il y a pénurie de détaillants.

JJSS démissionné du Conseil régional de Lorraine

«Nous attendions autre chose que de grandes envolées» a déclaré Julien Schwartz porte parole du RPR au Conseil régional de Lorraine à propos de JJSS. Cette méchante phrase était un peu le testament de JJSS à la présidence du Conseil régional de Lorraine. Réélu de justesse en janvier dernier le président du parti radical n'a jamais su qu'animer des querelles dans cette institution... La dernière lui a valu d'être mis en minorité par trois voix contre cinq. La cause du dernier conflit s'est cristallisée sur l'opportunité de convoquer une session extraordinaire du Conseil général au mois de décembre. On envisageait qu'il y aurait un nouveau duel au mois de janvier entre Messmer (RPR) et JJSS pour le renouvellement de la présidence. A la suite du vote où il a été mis en minorité, ce dernier a déclaré forfait et en affirmant «l'Etat trouvera bien un gouverneur des colonies pour me remplacer».

JJSS qui déteste perdre la face a déclaré qu'il aurait ainsi «une plus grande liberté dans son combat pour l'autodétermination des Français pour l'obtention du pouvoir régional élu remplaçant le carcan de l'exécutif administratif» et également pour dénoncer «un état qui soumet les régions à sa bureaucratie».

JJSS n'en finit pas d'avoir des ennuis partout où il passe mais quand il parle de bureaucratie, il sait de quoi il parle.

D'Ornano affrontera un R.P.R.

Il s'agit du D^r Jacques Porcq, conseiller municipal de Cabourg.

D'Ornano, ministre de la Culture et de l'Environnement était le... candidat unique de la majorité dans la 3^e circonscription du Calvados. Porcq qui est président du comité RPR de la circonscription a annoncé qu'il se présentait «en son nom personnel».

Communiqué

- Contre les atteintes aux droits de la défense, contre l'ingérence du pouvoir dans le judiciaire.
- Contre la convention européenne anti-terroriste.
- Contre la fin des droits d'asile politique

Nous appelons à une manifestation devant le Palais de Justice, mercredi 23 novembre à 17 h. à METZ Comité de soutien à K. Croissant, PCRml, LCR, HR, PSU, UNEM, EE.

Passez vos commandes
8 Francs + 2 Francs de port

manifeste

pour le socialisme

PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE
Marxiste-Léniniste

Cassure à gauche

DERNIERES PÉRIPIÉTIES

«Le virage à droite du PS est-il définitif ?» demande à Marchais le journal Ouest-France.

— Qui et non, répond celui-ci. Il est possible que les masses conduisent celui-ci à modifier son attitude (...) Si Mitterrand poursuivait dans la voie qui est la sienne, il serait le naufrageur de la gauche.»

Paul Laurent, pour sa part, qui note toutes les paroles de Mitterrand a cru observer que ce dernier «ne prononçait jamais le nom de Valéry Giscard d'Estaing pour le condamner»...

Reçu par Chenard, le nouveau maire socialiste de Nantes, Marchais a déclaré qu'il «ne souhaitait pas que l'on se méprenne sur la signification de son geste...» et il a affirmé que «à son avis, pas plus les

divergences existant au niveau national que des préoccupations, disons de caractère électoraliste, ne doivent conduire à remettre en cause l'acquis des élections municipales.»

Mitterrand, pour sa part, à la fête du Nouveau Populaire déclarait : «En dépit des accusations infondées qui convergent vers le PS, les Français savent que les socialistes sont les défenseurs résolus de l'Union de la gauche (...) Nous leur (aux autres) demandons amicalement de songer à ces millions de Français dont les espérances risquent d'être blessées à mort».

Puis Mitterrand a fustigé «ceux qui confondent les services rendus à leur parti avec ceux qu'il faut rendre aux masses (...) Qu'allons-

nous faire ? Continuer de proposer inlassablement le même contrat que nous avons signé : le programme commun de gouvernement. Sommes-nous aujourd'hui en retrait par rapport à ce texte ? Non !»

Pour sa part, le ministre de la Défense Henu à Villeurbanne déclarait : «La machine du Parti communiste tourne à vide et il n'est pas éloigné le moment où elle pourrait reprendre sa place dans l'Union de la Gauche». Puis il a affirmé que son partenaire était «frileux». Paul Laurent, encore lui, a riposté aussitôt : «Comme toujours les déclarations de M. Henu ne sont pas marquées du plus grand sérieux. Le problème n'est pas celui qu'il pose (...) Le parti communiste est très uni, contrairement

à ce qu'on prétend alors que chez nos alliés, l'on constate des difficultés plus grandes...»

Rien de nouveau. Chacun se proclame le meilleur défenseur de l'Union de la Gauche, et attend le mois de janvier : trois mois avant les élections, sur la base du rapport de forces évalué, c'est à ce moment là que les positions électorales devront se déterminer définitivement.

RECTIFICATIF :

Dans notre article d'hier au sujet de la réunion d'écologie 78 nous avons omis de préciser dans le titre : Les Amis de la Terre de Paris quittent la réunion.

RASSEMBLEMENT COMMUNISTE

L'UCJR PRÉPARE LE RASSEMBLEMENT

Les jeunes de l'UCJR de Paris seront présents en nombre au rassemblement communiste du 27 novembre. Lors de ce meeting, pourront se poursuivre les débats, les discussions, que nous entamons quotidiennement dans nos lycées, nos CET et nos quartiers.

Pour beaucoup de jeunes en effet, beaucoup de questions se posent : la venue de la gauche au pouvoir changerait-elle vraiment les choses ? Quelles perspectives la situation politique ouverte-t-elle ?

En discuter avec d'autres venus de toute la France, avec des travailleurs qui sont confrontés aux partis de gauche et font la comparaison entre leurs aspirations et les propositions du PCF et du PS, c'est ce que nous avons proposé largement à tous les jeunes que nous avons pu rencontrer.

De nombreux jeunes accompagneront chacun des cercles à ce meeting.

Sur place, nous avons prévu de présenter un cercle parisien avec de grandes photos retraçant la vie régulière du cercle dans ses réunions, ses débats, ses interventions publiques, ses loisirs... Les camarades de ce cercle seront présents au complet à la table de presse.

Nous pensons aussi projeter un montage diapos détaillant ce qu'est la vie des jeunes à Paris et chaque cercle préparera un panneau expliquant qu'elle est son activité.

Ainsi, dans ce meeting, les jeunes pourront échanger leur expérience sur les luttes contre le chômage, la répression anti-jeunes...

A ce titre, un des frères de Lucien Mellyon, jeune assassiné par le service d'ordre de KCP-RTL a été pressenti pour participer au rassemblement.

UCJR PARIS



Dimanche 27 novembre

14 h - Salles de la Mutualité (Métro Maubert-Mutualité)

Que faire pour 78 ?

• TÉMOIGNAGES :

des syndicalistes, des paysans, des travailleurs immigrés, des écologistes, des femmes accusent le capitalisme et tracent les perspectives de lutte pour 78 et l'après 78

Intervention centrale du Parti Communiste Révolutionnaire Marxiste-Léniniste

SOUTIEN AUX LUTTES DES PEUPLES DU MONDE

• CHINE - L'expérience de Tating : en marche vers le communisme

• Témoignages sur la lutte des DISSIDENTS EN URSS.

Les luttes de Libération Nationale :

EN AFRIQUE AUSTRALE

EN PALESTINE

La lutte des peuples d'AMÉRIQUE LATINE contre les dictatures fascistes

6 débats

• Quel est le véritable projet du PCF ?

Avec des travailleurs des entreprises nationalisées, des anciens membres du PCF qui ont connu les années 44 - 47 quand le PCF était au gouvernement.

• Quelle base d'unité pour 78 ?

Avec des ouvriers syndicalistes, des écologistes, des représentantes des groupes femmes

• Quel projet socialiste pour la France ?

• Français-Immigrés : une seule classe ouvrière

• Où en est la situation internationale ?

• Qu'est-ce que l'Euro-révisionnisme ?

Avec des militants d'organisations révolutionnaires, italienne, espagnole, basque...

Musique et chants

Akendengue - chanteur africain
Troupe et orchestre arabe
L'atelier populaire de chansons

Stands

Des fédérations du PCRml
Stands anti-impérialistes et de nombreuses organisations

Montages diapos

Crèche

à l'appel du Parti Communiste Révolutionnaire marxiste-léniniste et de l'Union Communiste de la Jeunesse Révolutionnaire

INTERNATIONAL

Au Congrès du SPD

SCHMIDT RENFORCE SON EMPRISE

Le congrès des sociaux-démocrates ouest-allemands s'est terminé samedi sans surprise, dans le calme et l'unité. Les 435 délégués rassemblés pendant cinq jours sous le mot d'ordre du congrès affiché par des lettres immense au-dessus de la tribune «Social-démocrates - responsables face à l'Etat» n'ont que de façon très minoritaire et plutôt discrète mis en cause la politique de la direction de leur parti. Après la chasse anti-terroriste de ces dernières semaines, avant les échéances électorales de 1978 et 1980, l'heure était aux compromis, au resserrement des rangs, aux acclamations pendant des minutes entières pour Schmidt, «l'homme de Mogadiscio».

Les conflits qui se sont dessinés dans le dernier temps au sein même du SPD, conflits portant surtout sur les questions du nucléaire et de la sécurité intérieure, ont été désamorçés avant le début du congrès. Aussi, les délégués ont-ils répondu largement aux appels de solidarité avec le chancelier, avec l'Etat, acceptant ainsi de faire passer leurs critiques au second plan plutôt que de mettre en cause la «capacité gouvernementale de la coalition social-libérale».

Pourtant, le Congrès du SPD s'est déroulé à un moment où la politique de Schmidt est non seulement contestée par une frange de plus en plus importante de travailleurs, mais où elle suscite aussi un mécontentement profond dans les rangs du parti même. Nombreux sont les sociaux-démocrates qui s'interrogent sur la ligne de leur parti. Et en effet, comment expliquer aux masses, ne serait-ce que les dernières mesures prises par le gouvernement social-démocrate : «oubli» des promesses d'augmentation des retraites, mesures fiscales ne profitant qu'aux nantis, incapacité de faire face au chômage, surabondance de lois «anti-terroristes» restreignant de plus en plus les libertés démocratiques...

EVITER LA CRISE AU SEIN DU SPD

L'atout majeur du SPD par rapport aux autres partis bourgeois a toujours été de pouvoir s'appuyer dans une large mesure sur les couches populaires (l'influence du parti révisionniste DKP étant extrêmement réduite en Allemagne fédérale). Si le SPD a rejeté, au plus tard avec son programme de Godesberg de 1959, toute référence au mouvement ouvrier et s'est défini à partir de ce moment-là comme défenseur décidé de l'Etat bourgeois et de «l'économie libre de marché», il a néanmoins pu profiter encore du soutien d'une partie des masses qui y voyaient une alternative acceptable à la faillite de la démocratie chrétienne. Ce n'est qu'avec l'arrivée au pouvoir du parti social-démocrate, avec l'adoption des lois d'exception en commun avec la CDU en

1968, la mise en place progressive d'un système de répression de plus en plus perfectionné s'accompagnant de mesures dégradant les conditions de vie et de travail des masses populaires et visant à faire payer la crise aux travailleurs, que le SPD a perdu beaucoup de sa crédibilité auprès des masses — même si dans l'aile gauche du SPD, en particulier chez les Jusos, les jeunes socialistes, les illusions de pouvoir transformer le parti de l'intérieur, sont encore restées vivaces.

Faire de sorte que la «crise au sein du SPD» n'éclate pas au grand jour ; maintenir la confiance de la base social-démocrate dans son parti tout en permettant au gouvernement de Helmut Schmidt de continuer sa politique de répression et d'austérité — tel a été le souci majeur de ce congrès de Hambourg.

SCHMIDT PLUTÔT QUE STRAUSS

C'est Willy Brandt, «chancelier de la paix et des réformes» initiateur de «l'Ostpolitik», aujourd'hui président du SPD qui, dans le premier grand discours de ce congrès, devait rappeler les «dissidents» dans le SPD à l'ordre et à la discipline. Tout en soulignant que l'une des tâches principales du SPD était de «garantir la liberté et les droits et de renforcer la volonté de réforme» (évoquant ainsi les espoirs de réformes, d'une démocratisation progressive de la société qu'il avait su éveiller après 69), Brandt n'a laissé aucun doute sur le fait qu'aujourd'hui l'heure est à la solidarité avec le chancelier «Le chancelier fédéral

pourra compter sur les sociaux-démocrates».

L'opposition au sein du SPD est restée plutôt impuissante face à ces tentatives massives d'intégration. Bien que les jeunes socialistes, traditionnellement la principale force de contestation dans le parti social-démocrate, soient déjà, depuis le congrès de Mannheim de 1975, visiblement en perte de vitesse et n'aient été représentés que par une douzaine de délégués, une opposition à la direction du parti s'est manifestée de manière assez remarquée à plusieurs reprises. Malgré les pressions exercées sur eux, 21 membres du SPD avaient refusé, début octobre, de voter pour la loi sur l'isolement total des prisonniers politiques. Dans la question des centrales nucléaires, une grande partie du SPD s'est prononcée contre l'avis de Schmidt pour un moratoire. Mais cette opposition présente au congrès n'a pas su soustraire aux appels constants à la solidarité, ne trouvant rien à répondre aux arguments de la direction qui évoque le danger que serait Strass au pouvoir. Profondément enracinés dans la logique du système parlementaire bourgeois, ces sociaux-démocrates préfèrent quant même le modèle de Schmidt à celui de Strauss.

INCAPACITÉ DE LA BASE À IMPOSER SES VUES

Schmidt est revenu sur certaines positions — pour garder d'autant plus les mains libres.

C'est ainsi que, pour trancher la question du nucléaire, le congrès a accordé la priorité au charbon — ce qui n'empêche pas la construction de nouvelles centrales nucléaires «dans des circonstances exceptionnelles». La majorité des délégués a voté contre l'adoption des clauses relatives aux coups mortels dans le projet de loi unifiée sur la police, mais ces clauses seront insérées dans la nouvelle loi sur la légitime défense. Le règlement sur les interdictions professionnelles est critiqué — mais, comme l'ont fait remarquer certains délégués, cela ne changera rien aux pratiques. Le congrès a désapprouvé la bombe à neutrons — il se défend néanmoins d'interdire à priori son stockage en République fédérale.

Anne RHEIN

Grèce

● REcul DU PARTI DE CARAMANLIS

● PROGRES DES PARTISANS DU NON-ALIGNEMENT ACTIF

Comme prévu, par la loi électorale qui rend le vote obligatoire, les Grecs ont voté dimanche. Les résultats définitifs ne sont pas encore connus mais ils ne modifieront pas de façon significative les chiffres déjà acquis. La loi électorale grecque dite de «proportionnelle renforcée» favorise les grands partis. De ce fait, les partis n'ont pas forcément au Parlement le nombre de sièges qui correspond à leur influence électorale au pourcentage des voix obtenus.

Contrairement aux pro-

nostics, le résultat de ces élections modifie le rapport de forces politiques du pays.

Le parti de Caramanlis, «La nouvelle démocratie» perd 12 % de ses voix. Environ 7 % se reportent sur l'extrême-droite avouée (dont les royalistes). Une autre partie va au PASOK, la perte compensée en partie par des reports de voix de l'EDIK. Ce parti qui ne se différencie de la «Nouvelle démocratie» que par des nuances n'a, semble-t-il, pas réussi à représenter une alternative.

Il perd 8,35 % des voix

obtenues aux élections de 74, qui se reportent d'un côté sur le parti de Caramanlis et de l'autre sur le PASOK de Papandréou.

Le Parti révisionniste de l'«extérieur» rassemble l'essentiel des votes révisionnistes qui en 74 s'étaient portés sur le bloc formé avec le parti révisionniste de l'intérieur et l'EDA.

Le PASOK gagne ainsi des voix sur l'ensemble des forces qu'on pourrait qualifier de changement. Le succès du PASOK qui, en trois ans, double ses voix, est l'événement marquant de ces élections.

Ces élections sont un échec pour la Démocratie nouvelle, l'EDIK et le parti révisionniste de l'intérieur. Ce dernier avait la prétention de regrouper le gros des voix «communistes» sur son programme inspiré de l'Euro-révisionnisme qui ne fait plus référence à la dictature du prolétariat.

Elles sont un échec pour Caramanlis parce qu'elles révèlent en fait la fragilité du consensus établi autour de son parti.

Ce consensus s'est fait sur la personne de Caramanlis qui a obtenu, en quittant l'organisation militaire de l'ONU et en organisant les élections dans un pays qui ne les avait plus connues depuis 64, un appui populaire. Sinon, les couches de la grande bourgeoisie, représentées par le parti «La démocratie nouvelle» (qui n'obtenaient en 1964 que 35 % des voix) sont loin d'être prépondérantes dans le pays et sont loin de faire l'unité des diverses couches de la bourgeoisie sur leur politique. Le détachement et le regroupement des forces d'extrême-droite plutôt que leur montée prouve que les contradictions s'aiguissent au sein de la droite.

«ALIGNEMENT NON-ACTIF»

Ces résultats éclairent d'un jour nouveau l'état réel des luttes de classe dans le pays. L'analyse des élections depuis 64 montre qu'il y a en Grèce une grande stabilité des forces politiques derrière une instabilité des formations dans lesquelles elles se regroupent. Ainsi de 64 à 77, ce sont sensiblement les mêmes forces qui se prédestinent au sein de partis qui (excepté le parti révisionniste de l'extérieur) ne sont nouveaux que par le nom. Pourtant ce qu'on peut appeler la victoire du PASOK exprime quelque chose de nouveau dans le pays. Papandréou a axé sa campagne sur trois thèmes, qui selon lui découlent l'un de l'autre : Indépendance nationale, démoc-

Résultat des élections de 1977, 1974, 1964

	1977	1974	1964
Nouvelle démocratie	42,37	54,37	35 %
PASOK (Andreas Papandréou)	25,30	13,58	53 %
EDIK	12,07	20,42	53 %
l'alliance des forces progressistes	2,50		
● EDA			
● Initiative socialiste*1			
● Marché socialiste*2			
● PC révisionniste de l'intérieur			
● Démocratie chrétienne*3			
Parti révisionniste de l'extérieur	8,71		
Formations d'extrême-droite		1,08	
● Rassemblement national	8,11		
● Néo-libéraux	1,05		
Bloc Parti Révisionniste de l'extérieur		9,45	
● Parti révisionniste de l'intérieur			
● EDA*4			11 %

cratie, justice sociale. Ce qui semble nouveau, c'est l'esprit du «non-alignement actif» qu'il propose, qui consiste en définitive en une alliance avec les pays arabes et le Tiers-Monde. Pour régler les problèmes intérieurs, Papandréou propose la nationalisation des banques, des grandes entreprises et du secteur public (transports) et un système de coopératives décentralisées pour la campagne. Cette gestion du rapprochement avec le Tiers-Monde préconisé par Papandréou dans la logique de l'indépendance nationale (dans cette même logique, il lance aussi des appels à l'armée), est reprochée à Papandréou de façon assez vive ; des éléments de la gauche grecque dont il est difficile d'évaluer la représentativité (étant donné l'échec de l'Alliance) l'accusent de vouloir mettre en avant la question nationale qui ne se poserait pas dans les termes posés par le PASOK et surtout d'assimiler la Grèce à un pays du Tiers-Monde. Que ces accusations soient justifiées ou pas, que Papandréou soit ou non «démagogique», il est clair que les propositions du PASOK ont porté. Il est clair aussi qu'elles expriment des aspirations populaires réelles par rapport à des questions actuelles pour le peuple grec : la rivalité des deux superpuissances et le conflit latent qui est ainsi ravivé avec la Turquie.

Compte-tenu de la loi électorale grecque, «La nouvelle démocratie» garde une surreprésentation au parlement grec. Néanmoins les résultats de ces élections montrent que Caramanlis voit ses marges diminuer. En anticipant les élections, s'est-il ou non assuré un succès de quatre ans ? C'est maintenant la question posée.

Sonia SASSOUN

les forces politiques en présence

LA NOUVELLE DÉMOCRATIE

Le parti de Constantin Caramanlis, fondé en 1956, s'appelait à l'origine l'Union nationale radicale (E.R.E.). C'est le parti de la grande bourgeoisie grecque. De 1956 à 1963, c'est le même personnel politique qui est au pouvoir. C'est le même parti qui est ressuscité sous le nom de Démocratie Nouvelle, avec pour l'essentiel les mêmes politiciens. Le parti de Caramanlis, après une période où il a prôné des ouvertures «équibristes» vers l'Europe, les Balkans et les pays de l'Est, a resserré des liens plus ou moins distendus avec l'impérialisme US tout en cherchant à intégrer la CEE.

L'UNION DU CENTRE DÉMOCRATE (E.D.I.K.)

Ce parti regroupe la moyenne bourgeoisie et les couches de la grande bourgeoisie traditionnellement démocratique (anti-royaliste). Ce parti est pro-européen et préconise une politique de défense européenne «Les Etats-Unis, rendus vulnérables par la construction en Union Soviétique de fusées intercontinentales, se trouvent à présent dans l'impossibilité d'utiliser leur «parapluie» pour la protection de l'Europe» déclare-t-il. Il est opposé au retour de la Grèce dans l'organisation militaire intégrée de l'OTAN. Les pronostics accordaient à ce parti 18 à 20 % des suffrages.

LE PASOK (MOUVEMENT SOCIALISTE PAN-HÉLLÉNIQUE)

Ce parti, dirigé par Andreas Papandréou, avance un programme de nationalisations des banques et des entreprises. Sur le plan de la politique étrangère, le PASOK est opposé à l'entrée de la Grèce dans le Marché commun et favorable à un rapprochement avec les pays arabes et au non-alignement. Il est aussi partisan d'une attitude ferme par rapport à la Turquie.

L'ALLIANCE DES FORCES PROGRESSISTES ET DE GAUCHE

Cette alliance réunit 5 partis : l'EDA (gauche démocratique unifiée), Initiative socialiste (scission de l'EDIK), Marche socialiste (scission du PASOK), PC de l'intérieur (révisionniste), Démocratie chrétienne (scission de l'EDIK).

Le PC dit «de l'intérieur» prône «l'intégration sous condition» dans le Marché commun et un retrait total de l'OTAN. Ayant scissionné du parti révisionniste de l'Extérieur sur la question de la Tchécoslovaquie, il se réclame de l'euro-révisionnisme.

Le parti révisionniste grec, dit «de l'Extérieur», dirigé par Florakis, est caractérisé par son alignement sans condition sur Moscou. Depuis les années 60, il représente entre 7,5 et 10 % de l'électorat grec et garde de l'influence dans la classe ouvrière.

En bref...

USA-AMÉRIQUE LATINE

Le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, Cyrus Vance, a commencé un voyage en Amérique Latine. Il est arrivé en Argentine et doit se rendre mercredi au Brésil avant de se rendre au Venezuela. Ce voyage s'inscrit dans le cadre des ajustements de la politique américaine en Amérique Latine : à son arrivée en Argentine, Cyrus Vance a été reçu par les épouses de cent disparus, lui demandant de les aider à obtenir des nouvelles de leurs parents. Vance leur adressa un grand sourire et un geste de la main. Il ne les entendit pas.

POLOGNE : LE GOUVERNEMENT POLONAIS VIENT DE PRENDRE DEUX DÉCRETS

Le gouvernement polonais vient de prendre deux décrets : le premier prévoit que les petits magasins d'Etat pourront être transférés à des commerçants privés qui pourront s'approvisionner aussi bien sur le marché d'Etat qu'auprès des paysans privés. Le second prévoit que les terres appartenant à l'Etat pourront désormais être vendues à des paysans privés qui ont de bons résultats.

SAHARA

Des combats importants se sont déroulés dans le territoire de la R.A.S.D. au début du mois de novembre rapporte un communiqué du ministère de la défense, notamment à Bir Lahlou, Hagounia et Amgalla. Une autre attaque sérieuse a démantelé une colonie mauritanienne à Oudane, assez profondément en territoire mauritanien.

USA/JAPON

Les négociateurs américains venus à Tokyo pour obtenir des concessions commerciales n'ont rien obtenu. Les USA voulaient obtenir du Japon qu'il réduise son excédent commercial en ouvrant plus largement ses marchés et d'autre part qu'il augmente rapidement son taux de croissance, pour faciliter la relance au niveau mondial.

ACIER EUROPEEN

Un renforcement du plan anti-crise européen est à l'étude au niveau de la CEE à Bruxelles. Les résultats du premier plan ont conduit à de nombreux licenciements. Le nouveau plan consiste essentiellement à accélérer les mesures déjà prises.

abonnez-vous



LA CARTE D'ABONNÉ AMI DU QUOTIDIEN DU PEUPLE VOUS DONNE DROIT :

A un abonnement à

- *Front Rouge*, revue politique et théorique du PCRmi
- *Pékin Information*
- *La Chine en Construction*
- Reception du *Manifeste pour le Socialisme*

Voici la nouvelle formule d'abonnement que nous proposons à nos lecteurs pour l'année 77-78. Le succès d'une telle formule est d'une grande importance pour le Quotidien.

L'abonnement, par l'avance sur ventes qu'il constitue, par la régularité des rentrées qu'il permet, contribue évidemment de façon notable à l'équilibre du budget du journal, au point d'être absolument nécessaire.

D'autre part, cette formule abonné-ami est un moyen de resserrer les liens entre les lecteurs et leur journal. Cela ressort nettement du bilan de notre première campagne d'abonnements. La réception des publications du PCR, notamment la réception du Manifeste pour le socialisme, celle de *Front Rouge*, la participation à nos meetings et réunions, ont permis à beaucoup de nouveaux lecteurs de mieux connaître notre parti. Dans le même temps, nombreuses étaient les lettres de ces abonnés qui faisaient connaître leur point de vue sur le journal, ou apportaient une contribution en suscitant un débat sur d'importantes questions politiques...

Cet aspect, nous tenons à le développer largement cette année. La volonté d'œuvrer au resserrage des liens entre les lecteurs et le journal, a trouvé, par exemple cet été, l'occasion de s'exprimer au cours du voyage en Albanie qui a

réuni, dans une ambiance fraternelle, des abonnés-amis du Quotidien. Des participants au voyage ont d'ores et déjà fait part de leur intention de contribuer plus activement à la réalisation du journal, en écrivant régulièrement, en transmettant des correspondances qui enrichiront son contenu.

Ceci est très important car c'est aussi grâce à l'aide des lecteurs que le journal améliorera la qualité de ses articles, afin de prendre toute sa place dans le débat politique qui, à quelques mois des échéances électorales et de leurs lendemains, se déroule parmi les travailleurs.

Les acquis en ce qui concerne la participation des lecteurs, les liens avec le journal, nous nous efforcerons de notre côté de les consolider. Dès maintenant, avec la parution en édition du soir, nous prenons des mesures qui devraient permettre pour nos abonnés, en particulier nos abonnés parisiens, un acheminement plus rapide du journal.

Agissons ensemble pour que le Quotidien du Peuple soit une arme vraiment efficace dans les combats qui s'annoncent pour la révolution socialiste.

et à un livre ou un disque au choix

Le tome V de Mao Tsé-toung, dès sa parution en France.

Ou parmi les livres :

- Eugène Varlin, *pratique militante et écrits d'un militant communiste* (Paule Lejeune)
- + *La Commune en bandes dessinées*
- *Les dix jours qui ébranlèrent le monde* (John Reed)
- *Ma plume au service du prolétariat* (Haoran)
- *Les enfants de Xisha* (Haoran)
- *Danger ! Amiante* (Collectif intersyndical sécurité des universités Jussieu CFTD, CGT, FEN)
- *La Commune de Paris* (Lissagaray)
- *La Chine à la mort de Mao* (Alain Bouc)
- *L'usine de la peur* (Daniel Bouvet)

Parmi les disques :

- *Kan Bale lu poblek breizh*, chants pour le peuple breton, soutien aux familles des détenus politiques bretons
- *Viva le Vids*, Carlos Andreou
- *Terre de ma patrie*, chants palestiniens de l'intérieur par Mustapha El Kurd et le troupe de Baeline
- *Radio Renaissance*, chants interprétés par le GAC
- Au choix, disques chiliens : *Checca*
- Chile* *Resistencia*
- *Neussac*
- *La Résistance Palestinienne chantée par ses enfants*
- *Ki Du* (Gilles Servat)
- *Ce branle dans le manche* (François Tusques)
- *Le pouvoir des mots* (Gilles Servat)
- *Dansons avec les travailleurs immigrés* (François Tusques)

sur présentation de la carte abonné ami du Quotidien du Peuple

- Entrée gratuite dans les meetings et réunions du PCRmi

- réductions dans certaines librairies et cinémas dans les grandes villes

Librairies

- Besançon** Lib. Les Soudains d'Empédocle (10%)
Place Victor Hugo - 138 Grande Rue
- Bordeaux** Lib. Mimiels (10%)
5, bis rue Gressat
- Bourges** Librairie ethanaël (10%)
4, cours Avaricum
- Brest** Lib. Graffiti (10%)
Place St Louis
- Clermont-Ferrand** Lib. Jean Rome (10%)
1, rue des Grès
- Lannion** Lib. Giraudon (10%)
30, rue de Kerampont
- Lille** Librairie Populaire
40, rue Jules Guesdes
- Lyon** Librairie Populaire (15%)
228, rue Dugesclin (3^e)
- Marseille** Librairie Lire (10%)
Rue Sainte (1^{er})
- La Rochelle** Librairie «La Genette» (5%)
Rue Rougemont
- Caen** La Licorne rue Froide
- Nantes** Librairie 71
29, rue Jean Jaurès (10%)
- Nice** Le Temps des Cerises
50, bd de la Madeline (10%)
- Orléans** Les Temps Modernes
Rue, N.-D. de Recouvrance (5%)
- Paris** Librairie de Valois
25, rue du Valois (1^{er}) (10%)
Les joueurs de A (12% liv. politiques)
9, rue des Lions St-Paul (10%)
L'Harmattan
18, rue des Quatre Vents (8^e) (10%)
Tachan
83, bd du Montparnasse (14^e) (10%)
Pleama
41, rue Saint Honoré (10%)
33% sur les Éd. P.-J. Oswald
7, rue de l'École Polytechnique (5^e)
Le grand jeu 20 rue Colbert
- Reims**

Cinémas

- Paris** Saint Séverin
12, rue St-Séverin (5^e)
Tarif étudiant : 10 F
La Clef
21, rue de la Clef (5^e) (tarif étud.)
Seine Cinéma -
8 rue Frédéric Sauton - paris 5^e
Cinématographe
44, cours Suchet (2^e)
Tarif collect. (5 tickets : 40 F)
Le Carut
32, rue Leynaud (1^{er}) (tarif étud.)
- Lyon**

manifeste

pour le socialisme

PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE
Marxiste-Léniniste



Nom (en capitales).....
Prénom.....
Ville.....

Date :

Mode de versement : - en une fois - en trois fois

Indiquez par une croix dans les cases vos différents choix.
Découpez et renvoyez au Quotidien du Peuple

BP 225 75924 Paris Cédex 19.

Crédit Lyonnais Agence ZU compte n° 7713 J.

Abonnement normal 350 F
Abonnement de soutien 600 F
... F

Le prix de l'abonnement est de 350 F, qui peuvent être versés soit intégralement à la commande, soit en trois fois (200 F à la commande, puis 100 F, et 50 F), échelonnés sur trois mois. Nos abonnés disposeront d'une carte «abonné-ami», qui leur donnera un certain nombre d'avantages, dont nous publions la liste ci-dessus.

PROGRAMME TÉLÉ

MARDI 22 novembre

TF 1

19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 45 - Eh bien, raconte
 20 h 00 - Journal
 20 h 30 - Lettres d'un bout du monde : l'Espagne. Série de quatre émissions de J.E. Jeannesson 1. Les Maîtres de Jerez. Le portrait d'un grand propriétaire terrien, dignitaire fasciste et membre du conseil d'administration d'une multinationale.
 21 h 30 - Découvertes
 22 h 30 - Un homme, une terre. Au bout du petit matin Aimé Césaire
 23 h 35 - Journal et fin

A 2

18 h 25 - Dorothée et ses amis
 18 h 40 - C'est la vie
 18 h 55 - Des chiffres, des lettres
 19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 45 - Ouvrez l'œil
 20 h 00 - Journal
 20 h 35 - Les dossiers de l'écran. Francis Gary Powers. Un film sur l'affaire de l'U2 avion espion US abattu au dessus de l'URSS en 1962 sert d'introduction au débat sur l'espionnage aérien.
 23 h 30 - Journal et fin

FR 3

20 h 00 - Les jeux de vingt heures
 20 h 30 - Western, aventure. Quatre du Texas. Film américain de R. Aldrich 1963. Avec Frank Sinatra, Dean Martin, Ursula Andress, Charles Bronson. Le western burlesque, aux gags volontairement appuyés.
 22 h 10 - Journal et fin

Mercredi 23 novembre

TF 1

19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 45 - Eh bien raconte
 20 h 00 - Journal
 20 h 30 - Double détente : Film TV
 22 h 10 - Des idées et des hommes : Sören Kierkegaard. L'œuvre et la philosophie du «père» de l'existentialisme.
 23 h 10 - Journal

A 2

19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 45 - Ouvrez l'œil
 20 h 00 - Journal
 20 h 30 - Cartes sur table : S.M. Bokassa 1^{er}. Portrait et interview du dictateur sanguinaire de l'État centra-africain.
 21 h 35 - L'échange : Feuilleton en cinq épisodes.
 22 h 25 - Juke box : Ted Nugent
 22 h 55 - Journal

FR 3

19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 40 - Tribune libre
 19 h 55 - Flash journal
 20 h 00 - Les jeux de vingt heures
 20 h 30 - Police sur la ville : Film américain de Don Siegel. Film policier réalisé de main de maître. Peinture réaliste des tares de la société américaine, des crimes des gangsters comme des méthodes de la police.
 22 h 05 - Journal
 22 h 20 - Un événement

Les premiers prix littéraires: les bêtes à Goncourt

Rituel respecté lundi chez Drouant, le jury Goncourt, suivi du jury Renaudot ont annoncé leurs lauréats : Didier Decoin pour «John l'Enfer» et Alphonse Boudard pour «Les combattants du petit bonheur». Armand Lanoux, porte-parole du jury Goncourt a, tradition oblige, reçu dans les moustaches une tarte à la crème.

Il est décerné en France chaque année environ 1.500 prix littéraires, mais seuls quelques uns assurent pour un certain temps la notoriété du lauréat. Le plus convoité est le Goncourt.

Il fut créé par Edmond Goncourt, l'un des deux frères Goncourt, écrivains pesants, ultra-réactionnaires, qui ne doivent qu'à ce fameux prix de ne pas avoir sombré dans l'oubli. Dans son testament, Edmond de Goncourt légait une rente de 6 000 Francs par mois à une académie de dix membres, chargée de décerner des prix de 5 000 Francs aux meilleurs romans. En 1903, sept ans après la mort d'Edmond de Goncourt, l'académie Goncourt décernait le premier prix à Antoine Nau pour «Force ennemie», cet auteur a depuis retrouvé la quiétude des rayons oubliés des bibliothèques, comme beaucoup des lauréats du Goncourt. Parmi les plus célèbres des Goncourt, on peut citer Henri Barbusse pour «Le feu», Marcel Proust pour «A l'ombre des jeunes filles en fleurs», Marcel Arian, André Malraux «La condition huma-



ne, Elsa Triolet, Simone de Beauvoir, Roger Vaillant La loi. Le prix Goncourt aujourd'hui est brigué, non pour le prix lui-même : 50 francs, mais pour le succès d'édition qu'il amène : entre 300 et 500 000 exemplaires vendus, et les droits d'auteurs qu'il assure.

Chaque année, les jurés du Goncourt, et ceux du Renaudot, créé en 1925 se réunissent chez Drouant, restaurant parisien de luxe et à l'issue de plusieurs séances de nombreuses libations et délibérations élisent leur lauréat. Les maisons d'édition pour qui ces prix représentent une intéressante promotion commerciale savent parler aux jurés et faire valoir leurs «arguments» qui entrent au moins autant dans leur choix que les qualités littéraires de l'ouvrage couronné.

Une émission à ne pas manquer : «A la bonne heure» (18 h TF 1)

Cette semaine l'émission «A la bonne heure» est consacrée au bruit. Le bruit est une des plus graves atteintes à l'environnement humain, nous le subissons en permanence, et il va en augmentant. Jean-Pierre Guérin et Philippe Sainteny montrent les conséquences de cette agression, et ses causes à travers une série de cinq émissions toutes très intéressantes. Lundi et mardi ils ont traité du bruit au travail et dans la vie quotidienne. Mercredi, ce sera le bruit et la jeunesse, jeudi, les méfaits du bruit, vendredi les moyens de lutte contre le bruit.

Elise ou la vraie vie Claire Etcherelli

Collection «Lettres Nouvelles»
 Copyright Edition Denoel

122^e épisode

Anna vient de sortir. De la chambre et de ma vie. La reverrai-je jamais? Elle s'est excusée.
 — Je viens très tôt, mais je ne peux pas faire autrement. Oui, je prends la clé. Vous tirerez simplement la porte. Je ne vous oublierai pas, Élise. Oui, je travaille. Au tri postal ils engagent des

auxiliaires chaque été. Je dois partir, les autobus sont rares le dimanche. Je laisse ma valise sur la chaise.

Sa main glacée m'a touchée.

Elle vient de fermer la porte et pour l'apercevoir une dernière fois, je me penche à la fenêtre et je la suis des yeux. Elle traverse et se dirige vers l'impasse, à l'opposé du refuge de l'autobus. Une voiture sort lentement en marche arrière. Celle d'Henri. Il ouvre la portière, elle monte.

Le gouffre noir de la solitude ne l'aspire pas cette fois encore. Mais à quelle branche a-t-elle été se raccrocher? Je la plains. Elle souffrira. Henri un jour l'émondera. Lucien restera la blessure sanglante de son sexe et de son cœur.

« Te voilà dans trente ans! » avait-il ricané devant une clocharde. Avec Henri elle sauve quelques semaines, quelques mois. Il viendra la voir dans cette chambre. Le gérant ne se fâchera pas. Sur le même lit, chacun aura connu « le petit quart d'heure de tendresse ». Anna met Henri comme un baume sur une plaie. Ses amants successifs n'auront été que cela, des pansements sur une blessure, celle de sa vie, mal construite, congénitalement boiteuse. Mais après chaque homme, la plaie bée davantage.

Quelle force nous a manqué? Où est la faille qui ne nous a pas permis de dominer ce qu'il est facile d'appeler le destin? Jusqu'à quel degré sommes-nous coupables? Ces belles fleurs qui

se mêlaient en nous aux herbes vénéneuses n'auront donc servi qu'à tresser des couronnes mortuaires. Ce que nous avons à défendre, ce que nous devons conquérir, nous le laissons derrière nous. Ce sont Henri et ses semblables qui luttent à notre place. Que feraient-ils de la victoire s'ils la remportaient? Que se retire de moi comme une marée houleuse tout ce qui est pensée. La douleur me guette, tapie dans mon futur, camouflée dans les souvenirs; elle m'attend pour me frapper mais je la contournerai et me défendrai hardiment. Je chasserai de moi jusqu'à la moindre image. Mais sous les cendres, l'inévitable espérance tiendra bon. Je ne sais d'où viendra le souffle qui l'attisera. Je ne sais vers quoi elle me poussera. Je la sens. Dans mon ensevelissement je la sens. Indistincte, informe, impalpable mais présente. Je me retire en moi mais je n'y mourrai pas.

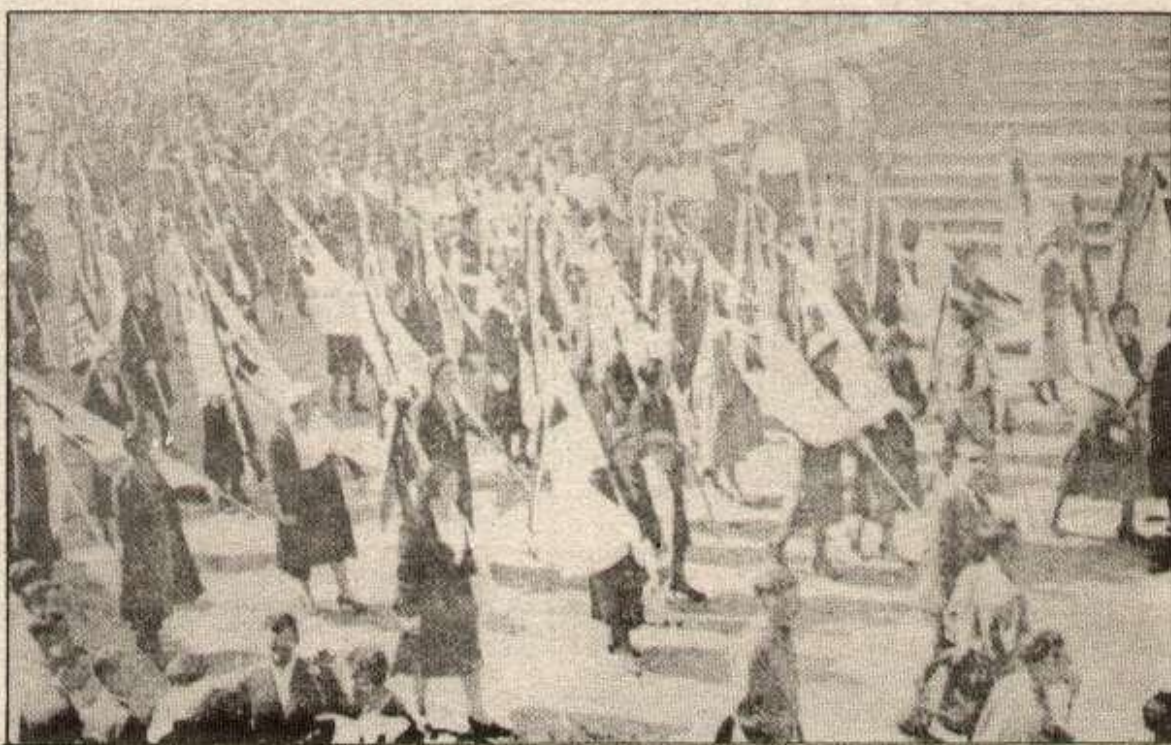
fm

Catalogne, Pays Basque

L'ETAT ESPAGNOL EN PROCES

Reportage de Frédéric FERRER

19232 : le PNV convoque le 1^{er} Aberri Eguna



Après plusieurs dizaines d'années de fascisme, tout un corps de notables locaux est compromis définitivement aux yeux des masses. Au Pays basque, pour la classe ouvrière la relation est faite aisément entre le fascisme, sa gestion catastrophique pour les masses et la haute bourgeoisie qui en a profité. Si la grande majorité des travailleurs y sont originaires d'autres régions de l'Espagne ils n'en ont pas moins pris en compte la revendication d'autonomie : parce que ce sont les mêmes qui organisaient la répression et l'exploitation contre leur classe et qui s'opposaient, avec les

mêmes moyens, à tous ceux qui luttèrent pour les libertés de la nation basque. Aujourd'hui, l'autonomie prend un tour concret, alors qu'un nouveau personnel politique aspire à prendre les rênes de l'appareil d'Etat. En Pays basque, c'est en partie cela qui se joue à travers les négociations sur le statut ou la préparation des municipales. Mais quel est le degré d'indépendance vis-à-vis des monopoles financiers qui sont toujours là. Quelle nouvelle politique veulent-ils appliquer et de quels moyens disposent-ils pour cela ?

LA CRISE DES MAIRIES FRANQUISTES

Durant 40 ans, la gestion des communes, c'était en Espagne le scandale permanent. Assurés de conserver leur place, les «consejeros» ont, dans leur grande majorité, utilisé leur place pour organiser la spéculation foncière la plus débridée, pour couvrir un aménagement industriel qui s'est fait généralement au mépris le plus absolu des conditions de vie des masses.

Il y a plus d'un an déjà qu'auraient dû avoir lieu les élections municipales. Les conseils municipaux en place aujourd'hui sont donc ceux qui avaient été élus suivant l'ancien système : en gros, des représentants patentés du franquisme. Cette situation fait dire à plus d'un que rien n'a encore vraiment changé en Espagne. C'est en partie vrai si l'on considère l'importance qu'a revêtu cette question pour l'ensemble de la population.

Dans de très nombreuses villes, les anciens notables qui savent les jours de leur carrière politique comptés, ont déjà démissionné laissant la place vacante. Mais dans d'autres cas, ils préparent plutôt leur sortie pour régler leurs dernières affaires louches. Tarragone, en Catalogne, en est l'exemple le plus spectaculaire. C'était l'une des rares villes d'Espagne qui possédait un service des eaux municipalisé. Profitant de ses derniers jours de gestion, la mairie vient de vendre tout simplement ce service à la FECSA, société privée qui projette d'installer dans la région le plus grand complexe pétro-chimique d'Espagne, une industrie dont les besoins en eau sont très grands.

Le scandale est énorme, une commission où siègent tous les partis «d'opposition» s'est immédiatement mise en place. Mais dès que celle-ci a fait mine d'exiger la démission immédiate du conseil, le PSUC (révisionniste) a menacé de s'en retirer. Si grand que soit son appétit de postes, il place la stabilité de l'appareil d'Etat au premier rang de ses préoccupations.

En cela, il rejoint tout à fait la politique du gouvernement. Martin Villa, ministre de l'intérieur, veut mettre un frein aux démissions de maires et a ordonné à ses gouverneurs civils (préfets) de les refuser systématiquement. Il vient de convoquer une assemblée de notables à Madrid où il les a exhortés à «améliorer l'image du maire» et à tenir le temps qu'il faudra. Son problème : trouver suffisamment de candidats «présentables» pour affronter les élections dans de bonnes conditions. Or, la tâche ne s'avère pas aisée, et c'est pourquoi il a décidé d'ajourner une fois de plus les municipales alors qu'il avait promis de les convoquer fin décembre.

Quant aux autres partis bourgeois, ils s'impatientent plus ou moins et tentent d'utiliser les multiples commissions de contrôle qui se sont formées à travers l'Etat espagnol, pour préparer leur future gestion. A Bilbao, le PNV, qui se voit déjà vainqueur, fait même cavalier seul et en tant que parti majoritaire de la ville, il demande à avoir accès immédiatement aux dossiers de la mairie.

DEUX BOURGEOISIES BASQUES ?

Jusque dans les années 50, le Pays Basque était avec la Catalogne la seule région industrielle d'Espagne. Mais contrairement à la bourgeoisie catalane qui s'est édifiée autour de l'industrie légère (le textile), la grande bourgeoisie basque a bâti sa fortune autour de la sidérurgie, de la métallurgie lourde, et de la construction navale. Cette base matérielle solide lui a permis de réaliser rapidement un degré de grande concentration et de créer un secteur bancaire qui ne tarda pas à devenir le plus important de l'Etat espagnol. Dès lors, elle prit fait et cause pour les grands propriétaires terriens castillans qui leur offraient le protectionnisme et le marché dont ils avaient besoin et abandonnaient toute velléité de patriotisme basque.

Depuis la guerre civile, de plus en plus étroitement imbriquée avec les autres secteurs du capitalisme espagnol, et avec les investisseurs américains, elle a donné tout son appui à la féroce politique anti-basque du franquisme. Les Ybarra, Urquijo, Huarte, Oriol, Olarra ont donné plus d'un ministre et plus d'un haut fonctionnaire à Franco. Aujourd'hui encore, ils comptent de nombreux représentants dans le «bunker» des nostalgiques du fascisme.

UN PARTI HISTORIQUE

Si le nationalisme basque a lui aussi des origines bourgeoises, ce n'est pas dans la haute finance qu'il

faut les chercher. Le Parti Nationaliste Basque est né à la fin du 19^{ème} siècle parmi les «Jauntxos» (gros agriculteurs), les professions libérales, les petits et moyens entrepreneurs qui, à travers la défense des valeurs traditionnelles basques, cherchaient à préserver l'ancien ordre social bouleversé par le développement du capitalisme. On peut dire que ce parti avait alors une dimension très nettement anti-ouvrière. Pour Sabino Arana, le fondateur du PNV et ses héritiers immédiats, l'ouvrier «maketa», c'est-à-dire espagnol qui ne parle pas basque et qui «envahit» Euzkadi, était peut-être l'ennemi principal et le nationalisme basque n'allait pas sans un certain racisme.

A la veille de la guerre civile, le parti nationaliste se caractérisait plutôt par un cléricisme prononcé allié à un certain réformisme bien pensant en matière sociale. Cela ne l'a pas empêché cependant de prendre parti pour la République et d'organiser sous l'égide du premier gouvernement basque la résistance au soulèvement franquiste.

Jusqu'en 1947, il continuera d'appuyer des actions de résistance : émissions de radio brouillant celles de l'Etat franquiste, célébrations de l'Aberri Eguna et même guérilla à la frontière française. Mais - et cela est vrai de toute l'opposition espagnole -, il compte surtout sur le soutien des alliés pour faire tomber Franco. Lorsqu'il deviendra évident que les puissances occidentales

Derrière les fumées de Bilbao

Bilbao, 350 000 habitants, une des plus grandes concentrations industrielles d'Espagne, construite au débouché du Nervión, une petite rivière aujourd'hui rouge de minerai et de produits chimiques, la vieille ville est serties au fond d'une l'aperçoit des hauteurs qu'à travers un nuage rougeâtre. On ne met pas longtemps à constater à quel point Bilbao est une ville fatigante, c'est un bel exemple de ce qu'a pu réaliser ici le capitalisme espagnol pendant le franquisme.

Dans les faubourgs de la rive gauche, les usines les plus polluantes côtoient les habitations ouvrières. Le développement des années 60 a jeté là des milliers de travailleurs de toutes les régions d'Espagne sans se soucier en quoi que ce soit des aménagements collectifs que cela rendait nécessaire : Bilbao est sans doute la ville la plus polluée d'Europe, en tous cas, celle d'Espagne où l'on dénombre le plus d'accidents cardiaques et de maladies nerveuses.

L'engorgement de la ville est à ce point qu'il dissuade de plus en plus les investisseurs, ce qui vient ajouter un facteur supplémentaire à la grave crise traversée par l'économie basque.

En matière de pollution comme en d'autres, le principal responsable est bien connu ici, c'est le grand capital basque qui dresse ces modernes bâtisses dans le centre de la ville : «Hauts fourneaux de Biscaye», «Chantiers navals de Biscaye», «Banque de Bilbao», surtout, «Banque de Biscaye», «Banque de Bilbao», «Banque Urquijo», «Banque Hispano-Américaine», c'est «l'oligarchie basque» comme on l'appelle et les capitalistes américains qui contrôlent l'essentiel de l'industrie chimique qui impose au peuple ces dures conditions de vie par l'intermédiaire d'une administration et de notables à sa dévotion, tout préoccupés de leurs affaires, de leurs spéculations et profondément étrangers à la grande majorité du peuple. Nombreuses ont été les manifestations de quartiers, de villes pour lutter contre la pollution, pour exiger le minimum de services publics que l'on peut attendre d'une administration locale.

Il y a quelques années, toute la ville de Baracaldo sur la rive gauche a dû manifester pour empêcher l'extension d'une usine d'engrais azotés qui déverse ses fumées alcalines sur le faubourg.

choisissent d'intégrer l'Espagne franquiste dans la grande alliance anti-communiste de la guerre froide, le PNV cessera d'avoir une intervention vraiment active, il renoncera à toute velléité indépendantiste pour chercher la solution au problème national dans le cadre d'un «fédéralisme européen» et s'intégrera à l'internationale démocrate-chrétienne, développant une idéologie

qui entre aujourd'hui en coïncidence avec les projets des monopoles espagnols.

Mais cette fusion ne se fera-t-elle pas au détriment de l'image nationaliste du PNV ? C'est ce que pensent les partis de la gauche «abertzale» qui, avec les deux branches de l'ETA représentent ce qu'il y a de plus radical dans le mouvement national basque.